



Centre de recherche interdisciplinaire
sur la violence familiale
et la violence faite aux femmes

Elizabeth Harper

Elssa Martinez

Évaluation du volet III du projet L'équité socio-économique et les femmes acadiennes et francophones évoluant en situation minoritaire dans les provinces atlantiques

Évaluation du volet III du projet
l'Équité socio-économique et les femmes
acadiennes et francophones évoluant en situation
minoritaire dans les provinces atlantiques

Elizabeth Harper
Elssa Martinez

Rapport de recherche

Avril 2007

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Harper, Elizabeth, 1959-

Évaluation du volet III du projet l'Équité socio-économique et les femmes acadiennes et francophones évoluant en situation minoritaire dans les provinces atlantiques : rapport de recherche

Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 978-2-921768-71-9

1. Équité socio-économique et les femmes acadiennes et francophones évoluant en situation minoritaire dans les provinces atlantiques (Projet) - Évaluation. 2. Canadiennes françaises, Services aux - Provinces maritimes - Évaluation. 3. Acadiens, Services aux - Évaluation. I. Martinez, Elssa. II. Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes. III. Titre.

HV1448.C32M37 2007 362.83089'11409715 C2007-941114-2

Sauf dans les cas où le genre est mentionné de façon explicite, le masculin est utilisé dans ce texte comme représentant les deux sexes, sans discrimination à l'égard des hommes et des femmes.

Les propos tenus dans ce document n'engagent que leurs auteurs et ne traduisent pas nécessairement le point de vue officiel du CRI-VIFF. Le CRI-VIFF n'est nullement responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des renseignements contenus dans le document.

Remerciements

Nous tenons tout particulièrement à remercier Rina Arseneault, directrice du projet, Kafiy Nzeya-Weva et Nancy Benoit, coordonnatrices du projet pour leur support incontournable dans la réalisation de cette recherche. Également, nous remercions les membres partenaires de Femmes Équité Atlantique pour leur collaboration et leur participation à cette recherche. Plus spécialement, nous tenons à remercier les collaboratrices au projet qui ont gracieusement accepté de nous accorder des entrevues. Finalement, nous aimerions remercier *l'Agence de santé publique du Canada* sous son programme Santé de la population et *Condition Féminine Canada* pour leur support aux initiatives qui visent à accroître la capacité d'intervention des femmes acadiennes et francophones issues des provinces atlantiques pour améliorer leurs conditions de vie.

Table des matières

REMERCIEMENTS _____	III
LISTE DES TABLEAUX _____	VII
LISTE DES FIGURES _____	VIII
INTRODUCTION _____	1
CHAPITRE 1 : CONTEXTE DANS LEQUEL S'INSÈRE LE PROJET _____	3
CHAPITRE 2 : VUE D'ENSEMBLE DU PROJET _____	7
CHAPITRE 3 : OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION ET MÉTHODOLOGIE _____	9
3.1 Les outils de collectes des données _____	10
3.1.1 Le questionnaire _____	10
3.1.2 La grille de contacts _____	11
3.1.3 Les entrevues _____	11
3.1.4 L'analyse de contenu de documents pertinents _____	11
3.2 Les limites méthodologiques _____	12
CHAPITRE 4 : LE PROCESSUS D'IMPLANTATION _____	13
4.1 Les organismes impliqués dans le projet _____	13
4.1.1 Les partenaires de FÉA _____	13
4.1.2 Les collaboratrices _____	14
4.1.3 Les préoccupations et les motivations des membres du comité FÉA _____	14
4.1.4 Les préoccupations et les motivations des collaboratrices _____	15
CHAPITRE 5 : STRATÉGIE I : SENSIBILISER LES FEMMES ACADIENNES ET FRANCOPHONES SUR LES PROBLÉMATIQUES D'INIQUITÉ SOCIO- ÉCONOMIQUE AFIN DE LES AMENER À SE QUESTIONNER ET À SE MOBILISER ____	17
5.1 Les étapes de la mobilisation _____	17
5.1.1 La planification et l'organisation des actions de mobilisation _____	17
5.1.2 La mise en place des stratégies de mobilisation _____	17
5.2 La production des outils de mobilisation _____	19
5.2.1 Les outils promotionnels des activités _____	19
5.2.2 Les outils d'animation pour les rencontres publiques _____	19
5.3 La réalisation des actions de mobilisation _____	20
5.3.1 Les tournées et les rencontres à Terre-Neuve et au Labrador _____	20
5.3.2 Les tournées et les rencontres dans les autres provinces atlantiques _____	20

5.4 Bilan	21
5.4.1 Les facteurs facilitant et nuisant à l'organisation des tournées et des rencontres publiques	21
5.4.2 Les facteurs favorables et défavorables à la mobilisation des collaboratrices au projet	21
5.4.3 L'établissement d'un partenariat avec les groupes de femmes anglophones	22
CHAPITRE 6 : STRATÉGIE II : METTRE EN ŒUVRE UNE STRATÉGIE DE COMMUNICATION	23
6.1 Le processus donnant lieu à la production des outils de communication	23
6.1.1 Les outils de communication	23
6.1.2 Satisfaction des partenaires et des collaboratrices à propos des outils de communication	24
6.2 La promotion du dossier d'équité socio-économique lors des activités des différents événements dans les provinces atlantiques	24
6.2.1 Les activités et les événements locaux	24
6.2.2 Les activités et les événements régionaux	25
6.2.3 Les activités et les événements atlantiques	25
CHAPITRE 7 : STRATÉGIE III : SUIVI DES DÉMARCHES DANS LES QUATRE PROVINCES	27
7.1 Interactions avec le milieu	27
7.2 Communications avec les partenaires	28
7.3 Impact du projet	29
7.3.1 Retombées du projet selon les partenaires	29
7.3.2 Retombés du projet selon les collaboratrices	30
SYNTHÈSE	33
RECOMMANDATIONS	37
RÉFÉRENCES	39

Liste des tableaux

Tableau 1: Plan d'action _____	7
Tableau 2: Objectifs de la recherche d'évaluation, méthodologie et information à documenter _____	9

Liste des figures

Figure 1 : Illustration concernant l'équité socio-économique des femmes acadiennes et francophones _____ 27

Introduction

Entrepris en janvier 2004, par le Centre Muriel McQueen Fergusson pour la recherche sur la violence familiale (CMMF) de l'Université du Nouveau-Brunswick, le projet *l'Équité socio-économique et les femmes francophones et acadiennes évoluant en situation minoritaire dans les provinces atlantiques* est une initiative financée par *Condition féminine Canada*, *l'Agence de santé publique du Canada* sous son programme Santé pour la population et *Patrimoine canadien*, sous l'entente en partenariat interministériel avec les communautés des langues officielles. Le but de ce projet est de sensibiliser, informer, mobiliser et outiller les femmes et les regroupements de femmes acadiennes et francophones des quatre provinces atlantiques, afin de renforcer leur capacité d'agir et d'influer sur les politiques publiques liées aux dossiers d'équité socio-économique¹.

Lors de la première phase du projet, le CMMF organise en avril 2004 un atelier de sensibilisation et de mobilisation portant sur les liens entre l'absence d'équité socio-économique, la pauvreté, l'éducation, la violence faite aux femmes et la santé. Pour cet événement, une soixantaine de participantes provenant des quatre provinces atlantiques se regroupent. Au cours de l'automne 2004 et suite à l'une des recommandations de l'atelier, le CMMF met sur pied le groupe de travail Femmes Équité Atlantique (FÉA) afin de diriger conjointement le projet. Le rôle de ce comité est de renforcer les capacités des femmes et des regroupements de femmes acadiennes et francophones des provinces atlantiques à influencer l'adoption de politiques publiques visant l'équité socio-économique². Depuis sa formation, le comité constitue un partenariat entre les regroupements de femmes acadiennes et francophones issus des quatre provinces de l'Atlantique. Au sein de FÉA, deux regroupements par province atlantique sont spécifiquement désignés pour représenter l'ensemble des femmes acadiennes et francophones de leur province. Également, certains membres ont le mandat de représenter une population spécifique de femmes (femmes âgées francophones et acadiennes, jeunes femmes francophones, immigrantes francophones, etc.).

Lors de la deuxième phase du projet qui débute en avril 2005, les membres de FÉA organisent avec le CMMF deux journées de formation sur la situation d'iniquité socio-économique vécue par les femmes acadiennes et francophones. Ces journées de formation réunissent une quarantaine de femmes acadiennes et francophones porteuses de dossiers dans les provinces atlantiques. La formation vise à initier les participantes aux moyens à privilégier afin d'influencer les politiques sociales et à les familiariser avec l'analyse comparative entre les sexes³. Au cours de la formation, les participantes discutent de moyens stratégiques pour poursuivre la sensibilisation dans leur région. Ces discussions permettent au groupe de travail FÉA d'envisager leur plan d'action en vue d'implanter un troisième volet au projet : la mobilisation régionale.

En janvier 2006, le CMMF et FÉA entreprennent la troisième phase du projet. Les buts ultimes de ce volet sont d'accroître la visibilité et la crédibilité de FÉA et d'augmenter la diffusion

1 Groupe de travail Femme Équité Atlantique et Centre Muriel McQueen Fergusson pour la recherche sur la violence conjugale (2005). Initiative proposée. *L'équité socio-économique et les femmes francophones et acadiennes évoluant en situation minoritaire dans les provinces atlantiques*. Volet III- Mobilisation régionale. Soumis à Condition Féminine Canada. p.5.

2 Groupe de travail Femme Équité Atlantique et Centre Muriel McQueen Fergusson pour la recherche sur la violence conjugale (2005). *Une initiative visant à accroître l'efficacité des femmes francophones et acadiennes évoluant en situation minoritaire dans les provinces atlantiques lorsqu'elles agissent sur les problèmes liés à l'absence d'équité socio-économique*. Soumis à Santé de la Population, Santé Canada. p.4.

3 Centre Muriel McQueen Fergusson pour la recherche sur la violence familiale (2004). *Atelier de sensibilisation et de mobilisation sur la situation d'équité socio-économique des femmes francophones et acadiennes des Provinces atlantiques*. Réalisé grâce à la subvention de Condition Féminine Canada.

d'informations sur la réalité socio-économique des femmes acadiennes et francophones évoluant en situation minoritaire dans les provinces atlantiques. Dans ce volet, une attention particulière est accordée à la province de Terre-Neuve-et-Labrador.

Enfin, entre février et novembre 2006, le Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRI-VIFF) a entrepris une collecte de données afin de documenter et d'évaluer le processus d'implantation du troisième volet du projet. L'objectif du présent rapport est de présenter les conclusions de cette analyse.

Ce rapport se divise en cinq sections. Dans la première partie, nous exposerons brièvement le contexte dans lequel évoluent les femmes acadiennes et francophones dans les provinces atlantiques et dans lequel s'insère le projet. Dans la deuxième partie, nous présenterons une vision d'ensemble du troisième volet du projet, incluant une description des objectifs et stratégies. La troisième partie énoncera les objectifs de cette recherche d'évaluation et les différents types de méthodologies employées, alors que dans la quatrième section nous examinerons le processus d'implantation du projet. Pour conclure, nous ferons une synthèse des données principales et formulerons certaines recommandations pour la poursuite du projet.

Chapitre 1 : Contexte dans lequel s'insère le projet

La prochaine section vise à illustrer brièvement la situation d'iniquité socio-économique dans laquelle évoluent les femmes acadiennes et francophones des provinces atlantiques. Cette introduction permettra de rendre compte du contexte dans lequel s'insère le projet *l'équité socio-économique et les femmes francophones et acadiennes évoluant en contexte minoritaire dans les provinces atlantiques*.

Au Canada atlantique, la situation des femmes francophones⁴ et acadiennes⁵ est marquée par l'absence d'équité socio-économique. Tel que mentionné dans le *Plan stratégique du Sommet des femmes 2004*, les femmes acadiennes et francophones font partie des personnes les plus démunies au Canada⁶.

Deux facteurs sont importants à souligner lorsqu'on analyse la situation socio-économique des femmes acadiennes et francophones dans les provinces atlantiques. Premièrement, plus de la moitié des femmes acadiennes et francophones vivent en milieu rural⁷. Conséquemment, elles sont plus nombreuses à vivre de l'isolement, ce qui fait en sorte qu'elles sont plus vulnérables à la pauvreté et aux problèmes de santé. Deuxièmement, les femmes acadiennes et francophones évoluent en contexte linguistique minoritaire. Par exemple, pour l'ensemble des provinces atlantiques, les francophones représentent moins de 4,6% de la population, sauf au Nouveau-Brunswick où la population francophone forme plus du tiers de la population⁸.

En matière d'éducation, la situation des femmes acadiennes et francophones s'est améliorée au cours des deux dernières décennies. Elles sont plus nombreuses à poursuivre leur éducation post-secondaire et à obtenir des diplômes universitaires. Cependant, pour l'ensemble des provinces atlantiques, plus de 16% des femmes acadiennes et francophones ont un niveau de scolarité inférieur à la neuvième année et environ 30 % des femmes acadiennes et francophones obtiennent un niveau de scolarisation qui se situe entre une 9^e et une 13^e année⁹. Également au niveau de l'éducation, les femmes acadiennes et francophones des provinces atlantiques enregistrent des retards vis-à-vis des femmes anglophones de ces régions et des femmes canadiennes. Au Nouveau-Brunswick par exemple, bien que la proportion des femmes francophones qui n'ont pas obtenu une neuvième année de scolarisation se soit allégée de 42,5% à 22% au cours des 15 dernières années, 20,9% des femmes francophones âgées de 15 ans et plus n'ont pas une neuvième année de scolarité, comparativement à 8,2% pour les femmes anglophones de cette région et à 10,2% pour l'ensemble des femmes canadiennes¹⁰.

4 Les femmes francophones sont des femmes dont la langue maternelle est le français, tel que définit par la Fédération des communautés francophones et acadiennes.

5 Selon le centre d'études acadiennes de l'Université de Moncton, le Collège Universitaire de Glendon et University of Regina: « l'identité acadienne repose en grande partie sur la croyance en des origines et en un héritage commun » reliés au Grand Déplacement.

6 Groupe de travail Femme Équité Atlantique et Centre Muriel McQueen Fergusson pour la recherche sur la violence conjugale (2005). *Initiative proposée. L'équité socio-économique et les femmes francophones et acadiennes évoluant en situation minoritaire dans les provinces atlantiques. Volet III- Mobilisation régionale*. Soumis à Condition Féminine Canada et Patrimoine Canadien sous l'entente de PICLO. p.2.

7 Ibid.

8 Fédération des communautés francophones et acadiennes (2004). *Profil des communautés francophones et acadiennes du Canada*. 2^e édition. p.31-32.

9 Coderre, Cécile et Madeleine, Roy (2002). *Droits sociaux pour les femmes francophones en contexte minoritaire, une lutte pour éradiquer la pauvreté*. Fédération nationale des femmes canadiennes françaises. p.4.

10 Savoie, Irène (2004) Mieux se connaître, pour mieux avancer. Les femmes francophones au Nouveau Brunswick. Fédération des dames de l'Acadie. p. 32-33.

En ce qui concerne la situation économique des femmes francophones, les résultats de l'étude réalisée par Coderre et Roy en 2002 démontrent qu'elles sont nombreuses à vivre des situations de pauvreté. Bien qu'elles soient plus scolarisées que les hommes francophones, les femmes acadiennes et francophones ont un revenu annuel d'emploi inférieur à celui des hommes francophones et ce pour les quatre provinces atlantiques¹¹. Au niveau de l'emploi, on remarque qu'en 2001 plus de la moitié des femmes acadiennes et francophones touche un revenu annuel inférieur à 15,000\$. Également, on estime que plus de 50% des femmes acadiennes et francophones des provinces atlantiques occupe un emploi à temps partiel ou saisonnier¹². Ces réalités s'expliquent en partie, car les femmes acadiennes et francophones sont plus présentes dans le secteur tertiaire de l'industrie où elles touchent des salaires moins bien rémunérés. D'autre part, leurs rôles sociaux leur enjoignent la responsabilité des soins à procurer aux enfants et aux personnes âgées. De plus, environ le quart d'entre elles touche leur revenu de transferts gouvernementaux (pension de vieillesse, revenu d'assurance-emploi, aide sociale ou autre)¹³. Également, on remarque que le taux de chômage est plus élevé chez les femmes acadiennes et francophones que chez les hommes. Rappelons que les situations de pauvreté dans lesquelles évoluent les femmes francophones ont une incidence sur leur santé, leur sécurité alimentaire, leur accès à un logement adéquat et leur vulnérabilité à la violence familiale.

Au niveau de la santé, selon la recension de littérature réalisée par la Fédération des communautés francophones et acadiennes (2001) dans le cadre de *l'étude pour un meilleur accès à des services de santé en français*, malgré des disparités régionales l'état de santé des francophones et acadiens vivant en situation minoritaire est inférieur à celui de leurs concitoyens anglophones. Entre autres, ce rapport souligne que les indicateurs d'un état de santé précaire sont associés à des conditions socio-économiques défavorables notamment être moins actif sur le marché du travail, avoir un faible niveau de scolarité et être plus âgé. Ils sont également attribuables à un manque d'accessibilité et de disponibilité des services en français.

Le Nouveau-Brunswick est la seule province atlantique officiellement bilingue dont la législation prévoit la disponibilité et l'accessibilité des services dans les deux langues officielles¹⁴. En 1999, l'Île-du-Prince-Édouard adopte une *Loi sur les services en français*, mais cette politique générale ne spécifie pas l'importance d'offrir des services de santé en français¹⁵. Puis en 2004, la Nouvelle-Écosse se munit d'une *Loi concernant la prestation par la fonction publique de services en français*. Cependant, même si les politiques sociales du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse prévoient la disponibilité de services en français, l'accessibilité aux services de santé en français de manière équitable reste à concrétiser¹⁶. Il est à noter que l'absence d'un cadre législatif pour les provinces de Terre-Neuve-et-Labrador et de l'Île-du-Prince-Édouard en ce qui concerne les

11 Centre Muriel McQueen Fergusson pour la recherche sur la violence familiale (2004). Atelier de sensibilisation et de mobilisation sur l'équité socio-économique des femmes francophones des provinces atlantiques. (Moncton, Nouveau-Brunswick, 30 avril et 1^{er} mai 2004). p.2.

12 Coderre, Cécile et Madeleine, Roy. (2002). Droits sociaux pour les femmes francophones en contexte minoritaire, une lutte pour éradiquer la pauvreté. Fédération nationale des femmes canadiennes françaises. p.3-4.

13 Ibid.

14 Coderre, Cécile, Lalonde, Stéphanie et Marie-Josée, Leblanc (2003). Des services en français pour les femmes vivant des situations de violence. Un droit fondamental. Fédération nationale des femmes canadiennes françaises.

15 Fédération des communautés francophones et acadiennes (2001). Pour un meilleur accès des services de santé en français. Étude coordonnée par FCFA pour le Comité consultatif des communautés francophones en situation minoritaire (CCCFSM). p.42

16 Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada (2004). *Profil de la communauté francophone et acadienne du Nouveau Brunswick*. 24p.

services de santé en français se caractérise par un manque d'accessibilité et de disponibilité¹⁷. Ainsi, les démarches d'aide sont rendues plus complexes non seulement par le manque des moyens de transport, la peur d'être reconnu et l'exclusion qui en suit, mais également par l'absence de politiques sociales qui garantissent un accès aux services en français. Quant aux services disponibles pour les femmes francophones vivant des situations de violence, l'étude de Coderre et al. (2003) atteste l'absence de maisons d'hébergement (sauf au Nouveau-Brunswick), de centres d'aide pour les victimes d'agression sexuelle, de lignes d'écoute et de lignes d'urgence offrant des services bilingues.

Ce portrait, bien que partiel (car il ne distingue pas en profondeur les disparités provinciales ou même intra-régionales, ni les disparités entre différents groupes de femmes selon leur âge, leur capacité, leur orientation sexuelle et leur ethnicité) nous permet tout de même de constater que l'iniquité socio-économique affecte plusieurs aspects de la vie des femmes acadiennes et francophones. Dans ce contexte, l'initiative proposée par le CMMF et le groupe de travail Femmes Équité Atlantique, qui vise à accroître les capacités des femmes acadiennes et francophones à agir sur les dossiers concernant l'équité socio-économique, prend tout son sens.

¹⁷ Fédération des communautés francophones et acadiennes (2001). *Pour un meilleur accès des services de santé en français*. Étude coordonnée par FCFA pour le compte du comité consultatif des communautés francophones en situation minoritaire (CCCFSM).

Chapitre 2 : Vue d'ensemble du projet

En janvier 2006, le Centre Muriel McQueen Fergusson pour la recherche sur la violence familiale (CMMF) et Femmes Équité Atlantique (FÉA) reçoivent les fonds pour implanter le troisième volet du projet. Ce volet vise à accroître la visibilité et la crédibilité de la situation socio-économique des femmes des provinces atlantiques et du groupe de travail FÉA. Pour atteindre ces buts, deux objectifs spécifiques sont envisagés :

- Sensibiliser les femmes dans leur milieu sur la problématique de l'absence d'équité socio-économique, afin de les amener à se questionner et à se mobiliser.
- Favoriser une prise en charge collective en assurant la présence féminine francophone et acadienne dans les activités provinciales, régionales et nationales.

Le CMMF et le comité FÉA développent un plan d'action pour atteindre ces objectifs. Ce plan est détaillé dans tableau 1.¹⁸

Tableau 1: Plan d'action

Objectifs spécifiques	Stratégies
Sensibiliser les femmes dans leur milieu sur la problématique de l'absence d'équité socio-économique afin de les amener à se questionner et à se mobiliser.	Mobiliser les femmes acadiennes et francophones des provinces atlantiques Mettre en œuvre une stratégie de communication
Favoriser une prise en charge collective en assurant la présence féminine francophone et acadienne dans les activités provinciales, régionales et nationales.	Assurer un suivi des démarches entreprises par le groupe de travail Femmes Équité Atlantique dans les quatre provinces atlantiques

Le CMMF, sous la direction de Rina Arseneault, supervise conjointement le projet avec le groupe FÉA. Pour le troisième volet du projet, le FÉA a un rôle pivot d'élaboration et de mise en place des stratégies, afin que les objectifs identifiés dans le plan d'action culminent vers des actions locales concrètes, en vue d'outiller, d'informer, de sensibiliser et de mobiliser les femmes acadiennes et francophones. FÉA est également responsable d'effectuer la liaison entre leur groupe de travail et la population ciblée par le projet, c'est-à-dire les regroupements féminins et les femmes acadiennes et francophones issues des provinces de l'Atlantique. Entre janvier et juin 2006, FÉA prévoit organiser des téléconférences et des rencontres pour coordonner leurs efforts et mettre en place leur plan d'action.

La coordonnatrice joue un rôle instrumental en ce qui concerne la mise en place des mécanismes de communication formels comme les téléconférences et les rencontres entre les partenaires de FÉA.

¹⁸ Groupe de travail Femme Équité Atlantique et Centre Muriel McQueen Fergusson pour la recherche sur la violence conjugale (2005). Initiative proposée. L'équité socio-économique et les femmes francophones et acadiennes évoluant en situation minoritaire dans les provinces atlantiques. Volet III- Mobilisation régionale.

Elle facilite également la communication entre les membres du groupe de travail de même qu'avec les regroupements féminins des provinces atlantiques et les femmes acadiennes et francophones intéressées par le projet. Finalement, elle offre un support logistique à l'organisation des rencontres publiques dans les provinces atlantiques et pour les rencontres du groupe de travail FÉA.

Au cours du troisième volet du projet se déroulant de janvier à juillet 2006, le groupe FÉA mise sur la réalisation de 10 sessions d'informations dans les quatre provinces, incluant deux à trois sessions spécifiquement dans la région de Terre-Neuve-et-Labrador (T.N.L.). Le choix de porter une attention particulière à la province de T.N.L s'appuie sur de nombreux facteurs. Dans un premier temps, un seul regroupement féminin francophone existe sur tout le territoire de T.N.L, celui des Femmes francophones de l'ouest du Labrador. Également, informé par des actrices clés de cette région, FÉA prend connaissance de l'isolement et des disparités régionales qui caractérisent la vie des femmes francophones à T.N.L et de leur besoin de recevoir un appui concret afin de pouvoir se regrouper. L'ensemble de ces facteurs incite le groupe de travail à miser plus particulièrement sur la mobilisation régionale à T.N.L.

Dans le cadre de ce troisième volet, FÉA vise à augmenter sa visibilité et sa crédibilité. Pour le faire, le comité vise à mettre en œuvre une stratégie de communication qui conduira à l'ébauche d'un plan de communication et à la production d'outils de communication. Finalement, afin d'assurer une présence féminine francophone et acadienne dans les dossiers et activités provinciales, régionales et nationales, les membres du comité de travail FÉA et Rina Arseneault prévoient diffuser l'information sur les dossiers d'équité socio-économique lors de plusieurs événements et conférences, lors des émissions de radio communautaire et par l'entremise d'articles dans les journaux locaux, régionaux et provinciaux. Également, FÉA envisage d'organiser des rencontres avec des décideurs politiques clés de la région de T.N.L dans le but de susciter leur intérêt, afin d'améliorer la situation des femmes acadiennes et francophones de leur province.

Chapitre 3 : Objectifs de l'évaluation et méthodologie

En février 2006, le Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRI-VIFF) est embauché par *Centre Muriel McQueen Ferguson pour la recherche sur la violence familiale* (CMMF) et le groupe de travail FÉA pour entreprendre l'évaluation du troisième volet du projet *L'Équité socio-économique et les femmes francophones et acadiennes évoluant en situation minoritaire dans les provinces atlantiques*. Cette évaluation vise à rencontrer deux objectifs. Dans un premier temps, à partir des indicateurs soulignés dans les demandes de subvention déposées par le CMMF et le groupe de travail FÉA à l'Agence de santé publique du Canada sous son programme Santé de la population et à *Condition féminine Canada*, cette recherche vise à déterminer si le projet a atteint ses objectifs. Dans un deuxième temps, elle vise à examiner le processus d'implantation du projet afin d'identifier les forces et les obstacles associés aux stratégies mises en place pour atteindre les objectifs et identifier les défis associés au projet. La période couverte par cette évaluation est de février 2006 à novembre 2007. Le plan d'évaluation détaillé est illustré par le tableau 2.

Tableau 2: Objectifs de la recherche d'évaluation, méthodologie et information à documenter

Objectifs du projet		
Sensibiliser les femmes dans leur milieu sur la problématique de l'absence d'équité socio-économique afin de les amener à se questionner et à se mobiliser.		
Favoriser une prise en charge collective en aidant à assurer la présence féminine francophone et acadienne dans les dossiers et activités provinciales, régionales et nationales.		
Objectifs de l'évaluation	Méthodologie	Informations à recueillir
Documenter le nombre et la variété des interactions entre les organismes partenaires du projet et les organismes du milieu	Analyse de la grille de contacts (liste de contacts) de la coordonnatrice et de la directrice adjointe du CMMF	Nombre et variété de contacts (p. ex. appels téléphoniques, correspondance électronique, fax, lettres) régionaux et locaux entre les organismes partenaires du projet et les organismes du milieu, les médias et les décideurs publics concernant : Les rencontres locales, régionales et atlantiques Les téléconférences du groupe FÉA Le plan d'action du projet Les outils du projet Les dossiers d'équité socio-économique comme: Égalité Communauté ethnoculturelle Isolement Logement Pauvreté Santé Travail Violence Nombre de femmes et organismes rejoints par les activités

<p>Vérifier si les stratégies mises en place et les activités réalisées dans le cadre du projet correspondent au plan d'action.</p> <p>Évaluer la pertinence des stratégies mises en place et des activités utilisées</p> <p>Identifier les difficultés rencontrées</p> <p>Identifier les conditions qui facilitent et qui nuisent à l'implantation du projet</p>	<p>Analyse des documents pertinents</p> <p>Entrevues téléphoniques avec la coordonnatrice et la directrice du projet et cinq membres du groupe de travail FÉA (partenaires)</p> <p>Entrevues téléphoniques avec trois représentantes des organisations des provinces atlantiques qui collaborent au projet à titre de collaboratrices</p>	<p>Description des objectifs contenus dans le plan d'action et les objectifs du projet.</p> <p>Description des stratégies mises en place pour atteindre les objectifs, des organismes collaborateurs prévus et réels du projet, du déroulement du projet et des activités</p> <p>Description du groupe de travail FÉA et de leurs : Préoccupations concernant la situation des femmes acadiennes et francophones Niveau de satisfaction quant à leur participation au projet Perceptions de l'impact du projet Recommandations pour augmenter la participation des organismes partenaires et d'autres organismes régionaux</p> <p>Description des organismes qui collaborent sur le projet et de leurs préoccupations concernant la situation des femmes francophones</p>
<p>Documenter le processus d'implantation du projet</p>	<p>Analyse des documents pertinents</p>	<p>Le nombre de réunions du groupe de travail FAÉ</p> <p>Le nombre de rencontres avec le milieu</p> <p>Nombre et variété des documents produits dans le cadre du projet</p> <p>Les étapes du processus d'implantation</p>

3.1 LES OUTILS DE COLLECTES DES DONNÉES

3.1.1 Le questionnaire

Pour documenter le processus d'implantation du projet et afin d'obtenir des informations descriptives sur les organismes représentés au sein du groupe FÉA, un questionnaire abordant huit éléments est développé. Le questionnaire permet de recueillir de l'information descriptive sur les organismes membres du projet incluant leur mandat, les services offerts et la clientèle desservie. D'autres questions visent à comprendre les motifs qui ont motivé leur implication au projet, leurs préoccupations face à la situation socio-économique des femmes acadiennes et francophones dans les provinces atlantiques et leurs attentes face à ce même projet.

Au cours des rencontres régionales se déroulant le 2-3-4 et 5 avril 2006, huit représentantes du groupe de travail remplissent le questionnaire. En mai 2006, une version électronique du questionnaire accompagnée d'une lettre d'introduction est envoyée aux autres partenaires de FÉA afin d'obtenir le point de vue de tous les organismes membres du groupe de travail. Un rappel est

effectué à la mi-juin, ce qui permet de recevoir quatre questionnaires supplémentaires. Au total, 12 questionnaires ont été colligés dans le but de faciliter l'analyse de contenu incluse dans ce rapport.

3.1.2 La grille de contacts

Afin de documenter le nombre et la variété des contacts, une grille de contacts et un document décrivant le mode d'emploi sont conçus durant le mois de mars. En principe, ces grilles doivent être utilisées par les organismes membres du groupe de travail FÉA pour quatre semaines consécutives, soit durant le mois d'avril, de mai ou de juin 2006. Elles visent à documenter le nombre et la variété de contacts téléphoniques, de correspondances électroniques, de fax, de lettres et de rencontres locales, régionales et atlantiques entre les organismes membres du groupe de travail et les organismes du milieu, les partenaires, les décideurs publics et les médias.

Au cours des rencontres régionales qui ont eu lieu le 2-3-4 et 5 avril, le but et les modalités d'utilisation de ces grilles sont expliqués aux huit représentantes du groupe de travail de FÉA qui étaient présentes. Par la suite, une version électronique des listes de contacts, le guide d'utilisation et une lettre d'introduction sont envoyés à tous les membres du groupe de travail. Seulement deux grilles provenant de membres du comité sont reçues et compilées en plus de celles de la coordonnatrice et de la directrice adjointe du Centre Muriel McQueen. À la mi-juin, une correspondance électronique est envoyée à nouveau aux organismes membres du groupe de travail FÉA afin de réitérer l'importance de ces listes de contacts, mais aucune liste de contact supplémentaire n'est reçue.

3.1.3 Les entrevues

Des entrevues téléphoniques semi-structurées se déroulent entre les mois de juin et d'octobre 2006 avec la coordonnatrice et la directrice du projet, cinq partenaires¹⁹ siégeant sur le comité de travail FÉA et sept collaboratrices²⁰ du projet. Ces entrevues doivent se dérouler quatre à six semaines après la réalisation des tournées et des sessions d'informations publiques dans leur province. Ces entrevues ont pour but de documenter et d'évaluer la pertinence des stratégies et des activités mises en place au fil du projet, d'évaluer le niveau de satisfaction et d'implication des différents acteurs dans le projet et d'identifier les conditions qui ont facilité ou nuit à l'implantation du projet. Trois grilles d'entrevue sont élaborées en juin 2006 : une grille d'entrevue est conçue pour la coordonnatrice et la directrice du projet, une autre pour les partenaires membres de FÉA, alors qu'une troisième est créée pour les collaboratrices du projet. Ces entrevues sont codifiées, analysées et colligées pour le rapport final de l'évaluation.

3.1.4 L'analyse de contenu de documents pertinents

Au cours du mois de juin, l'équipe d'évaluation prend contact avec la coordonnatrice du projet afin d'obtenir certains documents produits dans le cadre du projet. Elle nous fait parvenir les procès-verbaux des rencontres du groupe de travail, les publicités produites par le groupe pour promouvoir les rencontres régionales ainsi que la présentation PowerPoint qui accompagne les sessions d'information en région, certains procès-verbaux des rencontres avec le milieu et d'autres

19 Le terme « partenaire » fait référence aux représentants des organismes siégeant sur le comité de travail FÉA.

20 Le terme « collaboratrice » fait référence aux femmes francophones et acadiennes et aux regroupements de femmes francophones et acadiennes issus des provinces atlantiques qui n'ont pas siégé au comité FÉA mais qui apportaient une contribution importante à la mise en place des activités du projet.

documents pertinents. Ces documents sont analysés afin de documenter le processus d'implantation du projet. La documentation est aussi consultée afin d'adapter les guides d'entrevues.

3.2 LES LIMITES MÉTHODOLOGIQUES

Tel que mentionné, la grille de liste de contacts est un outil méthodologique privilégié pour mesurer et documenter le nombre et la variété de contacts exécutés par les membres de FÉA dans leur stratégie de mobilisation. Cependant, les quelques grilles complétées et reçues ne permettent pas de disposer de données suffisamment représentatives pour des fins d'analyse. Entre autres, le faible taux de réponse est attribuable à la surcharge de travail et le peu de ressources humaines qui caractérisent les regroupements féminins et à la difficulté pour les partenaires de faire la distinction entre les contacts réalisés spécifiquement pour le projet et ceux réalisés dans le cadre habituel de leur travail.

Le deuxième regret de cette recherche évaluative est de ne pouvoir fournir une description globale des activités qui se sont déroulées pour chacune des provinces atlantiques au cours du troisième volet de ce projet. Cette limite est en partie associée à la difficulté pour les répondantes à la recherche d'avoir une vue d'ensemble des activités s'étant déroulées sur leur territoire, vue les grandes distances territoriales des provinces atlantiques. Mais elle est également attribuable au financement de la recherche évaluative qui a imposé des limites méthodologiques quant au nombre d'entrevues réalisables auprès des partenaires de FÉA et des collaboratrices du projet.

Chapitre 4 : Le processus d'implantation

Le volet 3 du projet, *L'Équité socio-économique et les femmes francophones et acadiennes évoluant en situation minoritaire dans les provinces atlantiques* vise à accroître la visibilité et la crédibilité de la situation socio-économique des femmes des provinces atlantiques et du groupe de travail FÉA. Pour atteindre ces buts, les deux objectifs, tels que décrits dans les demandes de subvention déposées à *Santé de la population et à Condition féminine Canada* visent d'abord à sensibiliser les femmes acadiennes et francophones aux problématiques d'iniquité socio-économique afin de les amener à se questionner et à se mobiliser et à favoriser une prise en charge collective, en aidant à assurer la présence féminine acadienne et francophone dans les activités et dossiers provinciaux, régionaux et nationaux. Trois stratégies sont envisagées afin d'atteindre ces objectifs: mobiliser les femmes acadiennes et francophones dans les quatre provinces atlantiques afin de susciter leur engagement; mettre en œuvre une stratégie de communication pour augmenter la visibilité et la crédibilité de FÉA et assurer le suivi des démarches entreprises par FÉA dans les quatre provinces. Suite à la mise en œuvre de ces trois stratégies, les résultats suivants sont escomptés:

- La tenue de deux à trois rencontres régionales dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador.
- La tenue d'un total de 10 sessions d'informations dans les quatre provinces atlantiques.
- L'élaboration d'un plan de communication et la production d'outils de communication.
- La présentation du dossier *l'équité socio-économique* lors de différents événements dans les provinces atlantiques
- La démonstration de l'intérêt de certains décideurs politiques face au problème de l'iniquité socio-économique.

En vue d'évaluer ce projet, la première étape est d'abord de décrire les organismes impliqués, en incluant leur mission, leur rôle dans le projet, leurs préoccupations par rapport à la condition des femmes acadiennes et francophones dans les provinces atlantiques, ainsi que leurs motivations à participer à l'expérience. En deuxième lieu, il s'agit d'examiner le processus d'implantation de chacune de ces stratégies afin d'explorer les forces et les défis associés à leur mise en place. Pour terminer ce rapport, nous ferons une synthèse à partir des résultats et formulerons quelques recommandations pour la poursuite du projet.

4.1 LES ORGANISMES IMPLIQUÉS DANS LE PROJET

4.1.1 Les partenaires de FÉA²¹

Le groupe de travail de FÉA est composé des partenaires clés du projet qui sont représentantes de plusieurs organismes et regroupements féminins issus des provinces atlantiques. Ces organismes incluent : l'Association acadienne et francophone des aînées et aînés du Nouveau-Brunswick, l'Association des femmes acadiennes et francophones de l'Île-du-Prince-Édouard, CMMF, la Coalition pour l'équité salariale du Nouveau-Brunswick, le Collectif des femmes du Nouveau-Brunswick, le Conseil consultatif sur la condition de la femme au Nouveau-Brunswick, la Fédération des femmes acadiennes et francophones du Nouveau-Brunswick, la Fédération des femmes acadiennes de la Nouvelle-Écosse, le groupe Femmes Action de la Nouvelle-Écosse, le groupe Femmes francophones de l'ouest du Labrador, le Réseau de développement économique et d'employabilité de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick et un membre individuel

²¹ Comme déjà soulignés dans ce rapport, les partenaires sont des organismes qui siègent sur le comité du travail FÉA.

provenant de Terre-Neuve-et-Labrador. Comme déjà souligné dans ce rapport, le groupe de travail FÉA dirige le projet en collaboration avec CMMF.

La majorité des partenaires travaillent spécifiquement pour améliorer la situation socio-économique des femmes acadiennes et francophones. Leur mandat implique souvent l'offre d'un ou de plusieurs services d'information, d'éducation, de sensibilisation, de lobbying, d'action collective et de revendications. Pour la plupart, ces services s'adressent autant aux femmes acadiennes et francophones qu'à la population générale, en passant par les organismes et les décideurs politiques aux niveaux provinciaux et fédéraux. Le plus souvent leur mandat s'élabore autour de préoccupations en matière de santé, d'éducation, de violence faite aux femmes, de développement économique et communautaire, d'équité salariale, etc. Certains organismes offrent des services spécifiques pour les femmes acadiennes et francophones, notamment des services d'orientation et de référence et des services pour briser l'isolement et favoriser des lieux de solidarité. Deux organismes détiennent le mandat de travailler avec des populations plus spécifiques, notamment auprès des femmes francophones issues de communautés ethnoculturelles et encore auprès des personnes âgées de 50 ans et plus. De plus, un organisme en plus de desservir la population acadienne et francophone et les organismes du milieu francophone, travaille en étroite collaboration avec les développeurs communautaires et les entrepreneurs privés. Tandis que le Conseil consultatif sur la condition de la femme au Nouveau-Brunswick a véritablement un rôle de consultation auprès du gouvernement provincial.

4.1.2 Les collaboratrices²²

La majorité des collaboratrices interviewées dans le cadre de l'évaluation sont membres d'un ou de plusieurs regroupements féminins. Toutefois, une collaboratrice issue de la province de Terre-Neuve s'est impliquée à titre de femme francophone et une autre a été rejointe à titre de représentante d'un organisme gouvernemental. La collaboration et les rôles qu'ont joués les collaboratrices se situent à différents niveaux. La majorité des collaboratrices consultées se sont concertées avec FÉA en s'impliquant activement dans toutes les tâches, allant de l'organisation de session publique dans leur milieu, à la diffusion de l'activité et à la mobilisation de participantes. Une autre collaboratrice, en plus de s'impliquer dans la réalisation de sessions publiques et la mobilisation de participantes, a participé avec FÉA lors d'une rencontre avec le comité du Sommet 2009. De plus, une collaboratrice issue d'un organisme gouvernemental a rencontré FÉA lors de sa tournée à Saint-Jean dans le but de mieux comprendre le projet et d'établir des liens de réseautage.

4.1.3 Les préoccupations et les motivations des membres du comité FÉA

Les cinq entrevues réalisées avec les partenaires de FÉA et les douze questionnaires remplis par les partenaires nous permettent de décrire les motifs qui sous-tendent leur implication au sein de FÉA et leurs préoccupations concernant la situation socio-économique des femmes acadiennes et francophones. Les motivations qui suscitent la participation active et soutenue des partenaires au sein de FÉA sont multiples. Pour plusieurs partenaires, la possibilité d'avoir un regroupement atlantique avec une voix unique capable d'influencer les décideurs publics afin de les inciter à développer des politiques sociales favorisant l'équité, motive leur partenariat au sein de FÉA. Pour d'autres, les possibilités qu'offre le travail collectif sur les dossiers prioritaires, tels que le partage de

22 Les collaboratrices sont des organismes qui ont apporté une contribution importante à la mise en place des activités du projet mais qui ne siégeaient pas au comité de travail FÉA.

leur expertise sur les enjeux, la possibilité de réseautage interprovincial et le partage de l'information, justifient leur implication. Par le fait même, les partenaires estiment qu'être membre de FÉA permet de consolider le travail qu'ils réalisent aux niveaux locaux, régionaux et provinciaux en plus d'accroître la visibilité et la crédibilité de leur organisme. Pour d'autres, l'accès aux ressources financières et humaines dont dispose FÉA pour sensibiliser et mobiliser les femmes acadiennes et francophones, est un aspect important qui soutient leur participation. Finalement, pour certaines les situations d'iniquités socio-économiques qui affectent la vie des femmes acadiennes et francophones les mobilisent, tandis que d'autres ont a priori rejoint FÉA par intérêt, par curiosité et par désir de contribuer aux luttes pour améliorer la situation des femmes en général.

Durant les entrevues avec les partenaires et grâce aux questionnaires remplis, leurs préoccupations à propos de la situation d'iniquité socio-économique des femmes acadiennes et francophones émergent. Un premier niveau de préoccupations pour les partenaires inclut toutes les situations où se manifeste l'iniquité socio-économique dans la vie des femmes acadiennes et francophones de l'Atlantique. Notamment, les préoccupations concernant la pauvreté, la santé, l'éducation, la violence faite aux femmes, l'iniquité salariale et les problèmes d'accès aux logements à prix abordable ressortent clairement du discours des partenaires, ainsi que leurs soucis pour certains groupes de femmes spécifiques, comme les femmes âgées. D'autre part, les membres se disent préoccupés par le manque de sensibilisation et de mobilisation des femmes acadiennes et francophones au sein de la population générale, mais également au sein du gouvernement et chez des décideurs politiques.

4.1.4 Les préoccupations et les motivations des collaboratrices

En ce qui a trait aux préoccupations des collaboratrices à propos de la situation d'iniquité socio-économique des femmes acadiennes et francophones, elles rejoignent les dossiers prioritaires sur lesquels travaille FÉA. Notamment, les dossiers de pauvreté, de violence faite aux femmes, d'éducation, de santé et d'emploi figurent parmi les problématiques identifiées par les collaboratrices. Le manque de services en français pour les femmes acadiennes et francophones des provinces atlantiques est une autre préoccupation qui les inquiète. Certaines collaboratrices ont aussi parlé de l'exclusion sociale, en mentionnant que la situation d'isolement et de pauvreté de certaines femmes francophones limite leurs capacités à exercer leur droit de participer à la vie publique, à se regrouper et à s'organiser pour défendre leurs droits. D'autres obstacles sont l'éloignement territorial, le manque d'une tradition féministe dans certaines localités et l'absence de financement pour pouvoir se mobiliser et se regrouper. Au niveau des politiques sociales et des décideurs publics, les collaboratrices témoignent leur insatisfaction par rapport à l'absence de femmes au sein des structures gouvernementales comme le système judiciaire et elles déplorent le manque de sensibilisation et de reconnaissance des besoins des populations acadiennes et francophones. Une collaboratrice se dit également très préoccupée par les coupures récentes que le gouvernement Harper a réalisé à Condition féminine Canada.

Multiplés sont les motivations qui incitent les collaboratrices à s'intéresser et s'engager au projet. Certaines se réjouissent d'avoir un regroupement atlantique qui vise l'équité socio-économique des femmes acadiennes et francophones. Pour ces femmes, FÉA représente la possibilité d'accroître le réseautage interprovincial et de concerter les efforts pour améliorer la situation socio-économique des femmes acadiennes et francophones comme population spécifique. Pour d'autres, c'est la possibilité de recevoir de l'information et des outils pertinents sur la situation des femmes afin de les diffuser dans leur réseau, qui sous-tend leur implication au projet. Pour une collaboratrice, c'est

le soutien incontournable fourni par FÉA afin de constituer un regroupement féminin dans sa région, qui motive son implication et son dévouement au projet. Finalement, pour une autre, c'est l'intérêt pour des projets qui visent l'équité socio-économique et la mobilisation des femmes qui expliquent la participation de son organisme au projet.

Chapitre 5 : Stratégie I : sensibiliser les femmes acadiennes et francophones sur les problématiques d'iniquité socio-économique afin de les amener à se questionner et à se mobiliser

5.1 LES ÉTAPES DE LA MOBILISATION

5.1.1 La Planification et l'organisation des actions de mobilisation

L'analyse du contenu des procès-verbaux et du verbatim des entrevues auprès des partenaires révèle que les membres de FÉA jouent un rôle pivot pour élaborer et mettre en œuvre un plan d'action visant la mobilisation des femmes acadiennes et francophones sur le territoire de Terre-Neuve et du Labrador. Cela se reflète par le nombre de réunions organisées pour élaborer ce plan d'action et le taux de participation. Pour mettre en œuvre cette stratégie de mobilisation, trois téléconférences sont organisées, soit celles du 16 janvier, du 4 février et du 13 mars 2006. Au cours de ces appels, la participation des partenaires surpasse les 50 %. Les points inscrits sur les ordres du jour incluent : les plans d'action pour les tournées, la production des outils promotionnels, l'horaire des sessions d'information, la mobilisation des membres de FÉA pour les tournées, l'évaluation des activités et les prochaines tournées en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard. Une autre rencontre a lieu en janvier 2007 à St-Jean entre la directrice du projet, un partenaire issu de la province et une collaboratrice, en vue de déterminer le programme et les lieux clés pour tenir les sessions publiques sur le territoire de Terre-Neuve et du Labrador.

5.1.2 La mise en place des stratégies de mobilisation

Les entrevues avec les partenaires de FÉA et l'analyse des documents produits par le projet permettent d'identifier les moyens privilégiés pour mettre en œuvre leur stratégie de mobilisation sur le territoire de Terre-Neuve-et-Labrador. Rappelons que cette stratégie aboutira à la tenue de deux à trois rencontres régionales dans la province de TNL et à la tenue de dix sessions d'informations dans toutes les provinces atlantiques.

Les stratégies pour mobiliser les femmes et les organismes-clés sur le territoire de Terre-Neuve et du Labrador sont multiples et adaptées aux circonstances de la province, c'est-à-dire aux notables distances territoriales et au fait qu'un seul regroupement féminin existe pour toute la province. Puisque les femmes ne sont pas regroupées sur le territoire de Terre-Neuve et du Labrador, le comité FÉA doit dans un premier temps identifier un bassin d'informatrices clés et des collaboratrices potentielles dans la région. FÉA anticipe que certaines de ces personnes-ressources pourront contribuer à l'organisation et la promotion de la tournée. Pour réaliser cette tâche, des listes d'organisations francophones et anglophones et d'informatrices clés sont constituées en collaboration avec les partenaires de FÉA issus de cette province. De plus, les femmes rejointes par des volets antérieurs du projet sont ajoutées aux listes d'informatrices et de participantes potentielles. Le point culminant de cette stratégie est l'identification d'un certain nombre de femmes acadiennes et francophones connues pour leur implication politique et sociale dans la communauté francophone ou identifiables par l'entremise d'écoles francophones, de garderies francophones, de regroupements communautaires et de clubs sociaux.

Quatre stratégies sont mises en œuvre pour communiquer avec les femmes et les organismes ciblés en vue de présenter le projet, susciter leur intérêt et obtenir leur collaboration pour organiser et promouvoir la tournée. La première stratégie vise à privilégier les contacts téléphoniques personnalisés auprès des femmes et des organismes ciblés. Cette première prise de contact est

réalisée par les deux partenaires de FÉA issus de la province, la coordonnatrice et la directrice du projet. Cette stratégie permet de susciter l'intérêt de certaines collaboratrices. La deuxième stratégie est de déléguer la directrice de FÉA pour participer aux trois rencontres publiques réalisées dans le cadre du projet *Formation de groupes de femmes et étude des besoins des femmes de la province par les Femmes francophones de l'ouest du Labrador* (FFOL)²³. En février 2006, Rina Arseneault participe à ces trois rencontres publiques afin de présenter FÉA, promouvoir la tournée et mieux connaître les besoins des femmes de cette province. La troisième stratégie vise à rencontrer les organismes et les femmes de la province qui ont démontré un intérêt pour participer à la tournée. Finalement, comme quatrième stratégie, un article est publié dans le journal le Gaboteur, le seul périodique francophone à Terre-Neuve.

Ces stratégies culminent sur l'actualisation de la tournée de six jours en avril 2006. Deux sessions publiques se réalisent, notamment à St-Jean et à Grande-Terre. Pour cette tournée, onze des membres du comité de travail se mobilise pour se rendre à Terre-Neuve.

Pour la province de la Nouvelle-Écosse, les stratégies de mobilisation sont orchestrées et facilitées grâce à la collaboration de la Fédération des Femmes acadiennes de la Nouvelle-Écosse (FFANE), les regroupements féminins qui sont affiliés à FFANE et les ressources humaines et matérielles de FÉA. Dans un premier temps, les partenaires de FÉA issues de la Nouvelle-Écosse identifient les personnes-ressources et les regroupements féminins à contacter. Ensuite, les premiers contacts téléphoniques sont effectués par ces partenaires, la coordonnatrice ou la directrice du projet pour présenter le projet, susciter l'intérêt et organiser les sessions publiques d'information. Ces appels contribuent à la réalisation de deux tournées en Nouvelle-Écosse, où FÉA est invité par les regroupements féminins de la région. La mobilisation de participantes aux sessions d'informations est réalisée par les regroupements féminins et les femmes contactées, de bouche-à-oreille auprès de leur association et de leur réseau. De surcroît, la promotion des tournées s'effectue à travers les réseaux de diffusion de la FFANE. Pour la région d'Halifax, Femme Action un organisme partenaire de FÉA, fait également la promotion de la rencontre à travers du centre communautaire d'Halifax. Finalement, un communiqué de presse est adressé aux médias. Cependant, une faiblesse associée à la tournée en Nouvelle-Écosse est soulevée lors de notre entrevue avec la directrice du projet. Elle souligne que les tournées organisées en Nouvelle-Écosse auraient dû être faites avec une représentante de la Fédération des Femmes acadiennes de la Nouvelle-Écosse.

Pour la province de l'Île-du-Prince-Édouard, la stratégie de mobilisation est planifiée et réalisée par l'Association des Femmes acadiennes de l'Île du Prince-Édouard. Dans le cadre de son projet, la sécurité et le bien-être pour tous (services en français pour les femmes abusées), cette association organise deux ateliers portant sur le sujet de l'accessibilité aux services en français, particulièrement les services en matière de violence familiale. Ces ateliers constituent des moments idéals pour faire de la sensibilisation sur la situation socio-économique des femmes acadiennes et francophones. Pour faire la promotion de ces sessions de sensibilisation, l'Association a recours à son réseau de diffusion à travers le Women's Network de l'ÎPE, qui avait une liste de contact de 200 noms et le Conseil Consultatif du statut de la femme, qui avait une liste de 900 femmes. Il est noté par des partenaires que les liens qu'ils avaient déjà construits avec les regroupements féminins anglophones ont encouragé d'autres groupes à s'intéresser au projet.

²³ Le projet *Formation de groupes de femmes et études des besoins des femmes de la province* est une initiative de Femmes Francophones de L'Ouest du Labrador, subventionnée par Patrimoine Canada.

5.2 LA PRODUCTION DES OUTILS DE MOBILISATION

5.2.1 Les outils promotionnels des activités

Deux outils promotionnels sont conçus par FÉA lors des téléconférences, afin de promouvoir et susciter la mobilisation pour la tournée à Terre-neuve et au Labrador. Ces outils incluent une lettre d'invitation et une affiche promotionnelle, mises ensemble pour faire partie d'une trousse d'information qui est envoyée à chaque femme et organisme intéressés par le projet. Alors que la lettre d'invitation présente les objectifs des sessions publiques et convoque les personnes à y assister, l'affiche promotionnelle permet de publiciser plus largement l'activité. La trousse d'action contient aussi le pamphlet promotionnel développé par FÉA en 2005, une série de questions pour susciter la réflexion sur l'iniquité socio-économique des femmes acadiennes et francophones ainsi que d'autres informations pertinentes.

L'évaluation permet de dégager les principaux aspects positifs de ces outils selon les partenaires de FÉA. Deux caractéristiques appréciées des partenaires sont que les outils utilisent un langage simple et qu'ils sont disponibles en anglais et en français, car un nombre important de femmes francophones de Terre-Neuve et Labrador ne savent pas lire ou écrire en français ou si elles le peuvent, c'est de façon élémentaire. Également, les partenaires expriment de la satisfaction quant aux stratégies pour diffuser les affiches. Les affiches promotionnelles sont non seulement distribuées par de nouvelles collaboratrices du projet et des membres de FÉA, mais elles sont diffusées également dans des lieux couramment fréquentés par les femmes comme les épiceries, les pharmacies, les garderies, les écoles et les centres communautaires. Cette stratégie est particulièrement appropriée dans un contexte où les femmes n'ont pas accès aux ordinateurs ou à l'Internet.

5.2.2 Les outils d'animation pour les rencontres publiques

Deux outils d'animation sont développés par les partenaires de FÉA pour faciliter l'animation des sessions publiques. Ces outils sont le programme de la rencontre, distribué à chaque participante et une présentation PowerPoint conçue pour sensibiliser et informer les participantes sur la situation d'iniquité socio-économique des femmes acadiennes et francophones et pour décrire les mandats et les réalisations de FÉA. Suivant les réalités linguistiques qui prévalent dans les provinces atlantiques, le programme est traduit.

Au cours des entrevues, les partenaires s'estiment satisfaites des outils d'animation produits, car ils utilisent un langage simple et accessible pour véhiculer l'information. Cependant, les outils ne sont pas utilisés de façon systématique lors des tournées. Par exemple, lors d'une session d'information au Labrador, le groupe de travail s'est retrouvé face à des femmes francophones qui ne parlaient et ne lisaient pas en français alors qu'il disposait uniquement de la version française de la présentation PowerPoint. Les partenaires se voient donc obligés de faire la traduction simultanée de la présentation. Également, lorsque les partenaires font un bilan de la tournée à Terre-neuve et au Labrador, elles concluent que les présentations PowerPoint établissent des rapports trop formels lors des sessions d'information. Collectivement, elles décident de ne pas utiliser la présentation PowerPoint pour les deux tournées en Nouvelle-Écosse.

5.3 LA RÉALISATION DES ACTIONS DE MOBILISATION

5.3.1 Les tournées et les rencontres à Terre-Neuve et au Labrador

La première visite à Terre-Neuve et Labrador s'organise de concert avec le groupe Femmes francophones de l'ouest du Labrador (FFOL), qui a obtenu une subvention afin de faire l'analyse des besoins des femmes acadiennes et francophones de la province. Dans le cadre de ces activités, trois rencontres publiques sont organisées, notamment le 17 février à St-Jean, le 28 février à Grand'Terre et le 1er mars à Goose Bay. De plus, une quatrième rencontre se réalise avec une femme francophone innue. FÉA soutient cette initiative en y déléguant la directrice du projet. Ces rencontres permettent de présenter FÉA, en plus de promouvoir la tournée régionale prévue en avril 2006.

La première tournée au Labrador s'effectue entre le 22 et le 29 mars 2006 et fait partie intégrante de la stratégie de mobilisation. La directrice du projet retourne au Labrador pour rencontrer des regroupements féminins de la région ce qui lui permet de promouvoir FÉA et la tournée. Également, au cours de cette visite, une entrevue pour la radio communautaire est réalisée en collaboration avec FFOL pour but de diffuser l'information sur la situation des femmes acadiennes et francophones et plus particulièrement de parler de la violence conjugale.

La deuxième tournée à Terre-Neuve s'accomplit en avril 2006. Pour cette tournée, onze partenaires de FÉA se mobilisent afin de participer aux deux sessions d'information, organisées le 3 avril à St-Jean et le 5 avril à Grand'Terre. Ces sessions d'information permettent de promouvoir FÉA, de présenter la situation d'iniquité socio-économique dans laquelle évoluent les femmes acadiennes et francophones des provinces de l'Atlantique et plus spécifiquement les femmes de Terre-Neuve. Ces deux sessions publiques allouent aussi un temps de discussion afin d'échanger sur les réalités que vivent les participantes.

Finalement, dans sa poursuite des activités de sensibilisation, d'information et de mobilisation, FÉA retourne à Terre-Neuve du 12 au 14 juin afin de réaliser une troisième tournée et rencontrer sept organismes clés, y compris trois organismes gouvernementaux. Au total, à travers toutes ces activités de mobilisation et de sensibilisation, une soixantaine de femmes sont rejointes sur le territoire de Terre-Neuve et du Labrador.

5.3.2 Les tournées et les rencontres dans les autres provinces atlantiques

La stratégie de mobilisation mise sur la tenue des sessions d'informations dans les quatre provinces atlantiques. Deux tournées sont organisées dans la province de la Nouvelle-Écosse à la fin mai et à la mi-juin et des sessions d'information sont organisées, notamment dans les comtés de Chéticamp, Yarmouth, Petit de Gras et Halifax et en tout, une centaine de femmes acadiennes et francophones se mobilisent pour participer. Pour la province de l'Île-du-Prince-Édouard, deux sessions d'information sont organisées par l'Association des Femmes Acadiennes de l'Île-du-Prince-Édouard, dans le cadre de son projet *La sécurité et le bien-être pour tous : les services en français pour les femmes abusées*. Dix personnes y participent.²⁴

²⁴ MQFRVF, rapport final : Période du 1^{er} janvier au 31 juillet, 2006 à condition féminine Canada

5.4 BILAN

5.4.1 Les facteurs facilitant et nuisant à l'organisation des tournées et des rencontres publiques

Durant les entrevues avec les partenaires, une discussion s'établit sur les facteurs qui facilitent ou qui nuisent à l'organisation et à la planification des tournées. Le premier facteur important facilitant l'organisation et la réalisation des tournées est la mise en commun de l'expertise et des ressources financières et humaines dont disposent l'ensemble de partenaires de FÉA dans les régions. Ces ressources s'avèrent indispensables pour identifier et mobiliser des personnes-ressources dans les provinces, pour organiser les sessions publiques d'information et pour rallier la participation des femmes et des groupes de la région. Un second facteur mentionné par plusieurs partenaires est le fait que FÉA réussit à avoir un financement qui sert à rejoindre et à regrouper les femmes dans leur milieu de vie et également à élargir le cercle de personnes informées de la situation des femmes acadiennes et francophones. Finalement, la possibilité d'avoir une coordonnatrice pour soutenir l'engagement des partenaires et s'occuper des aspects logistiques des tournées est un facteur ayant facilité la planification des tournées.

En ce qui a trait aux défis, les partenaires soulignent les distances géographiques et les coûts liés au déplacement, comme des facteurs limitant les possibilités pour planifier et organiser les tournées. Par exemple, le déplacement à la Péninsule doit se faire en avion et souvent, il y a seulement un avion par jour. Donc, une rencontre de deux heures prend deux jours et également, cela augmente les coûts. Le manque de temps pour réaliser le projet est un deuxième facteur qui n'a pas permis à FÉA d'organiser une tournée au Nouveau-Brunswick ou de s'assurer que la directrice du projet soit toujours accompagnée par une représentante de l'organisme issu de la province.

Malgré ces défis, au cours des entrevues, plusieurs partenaires expriment leur satisfaction quant aux stratégies déployées pour mobiliser les femmes acadiennes et francophones pour la tournée. Elles sont également satisfaites du processus collectif pour concrétiser leur stratégie de mobilisation. Plusieurs mentionnent que le choix de privilégier des contacts téléphoniques personnalisés comme premier contact avec des organismes ou des femmes du milieu permet d'établir une discussion et de bons rapports de collaboration. En plus, au cours de ces échanges, les femmes identifient de nouveaux contacts pour FÉA tout en prenant l'initiative de mobiliser, de bouche-à-oreille, d'autres femmes issues de leur réseau.

5.4.2 Les facteurs favorables et défavorables à la mobilisation des collaboratrices au projet

Lors des entrevues avec les partenaires, elles ont souligné certains facteurs qui ont motivé ou facilité les collaboratrices à s'intéresser au projet et à se mobiliser pour les tournées dans les provinces. Selon les partenaires, les femmes acadiennes et francophones recherchent des moyens et des occasions pour se regrouper entre elles, discuter en français et échanger sur leurs réalités. De plus, le fait que les tournées soient promues par des organismes connus des femmes rend légitime le projet et contribue positivement à la mobilisation des femmes. Selon les partenaires, un autre facteur ayant contribué à la mobilisation des organismes est l'initiative entreprise par certaines femmes des régions qui de bouche-à-oreille ont fait connaître le projet et ont mobilisé des femmes dans leur réseau pour participer aux sessions d'information. Finalement, un partenaire signale également que les rapports créés lors de volets antérieurs avec les regroupements féminins et les femmes, comptent comme un facteur qui a facilité la mobilisation.

Par rapport aux rencontres, les partenaires précisent plusieurs facteurs qui ont facilité la participation des femmes. Entre autres, le fait que les sessions publiques soient prévues à des moments et des lieux opportuns pour que les femmes se regroupent, le fait qu'une personne-ressource se déplace dans leur localité, le fait que les femmes se retrouvent dans ce qui était présenté et le fait que les rencontres comportent un aspect social, sont tous des facteurs qui ont facilité la participation des femmes.

Les défis identifiés par les partenaires pour rallier les femmes acadiennes et francophones aux sessions publiques sont nombreux. Alors que certains défis sont liés à la situation d'iniquité socio-économique des femmes comme la pauvreté, l'éducation et la langue, d'autres sont liés aux réalités des régions rurales, comme l'absence de transport public, l'éloignement territorial et l'absence de garderie ou de réseau de gardiennage. D'autres défis identifiés par les partenaires sont en lien avec les rôles sociaux des femmes, notamment les contraintes reliées à la conciliation famille, travail et implication sociale et politique. Pour certains partenaires, l'absence d'une culture féministe et les difficultés à s'identifier comme féministe dans certaines localités sont des facteurs défavorables à la mobilisation des femmes. De plus, plusieurs femmes francophones sont déjà très sollicitées dans leur communauté. Par exemple, pour la session publique à St-Jean, une réunion d'urgence mobilise les membres de la Fédération Acadienne de Terre-Neuve et Labrador suite à la démission de leur président ainsi que les membres d'un groupe de parents d'une école de la région. Attribuable à cette réunion conflictuelle, la session d'information a un faible taux de participation. Finalement, comme le mentionnent deux partenaires, les défis rattachés à la participation des femmes et à l'organisation des tournées ont été des expériences également positives pour mieux comprendre la réalité de la région, mais également pour établir de bons contacts avec les femmes.

5.4.3 L'établissement d'un partenariat avec les groupes de femmes anglophones

Un indicateur pour mesurer les retombées des tournées et des sessions d'informations est l'établissement d'un partenariat entre certaines partenaires de FÉA et des regroupements de femmes anglophones issus de Terre-Neuve-et-Labrador. Lors d'une entrevue, une partenaire située à St-Jean, dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador, explique que la visibilité et la crédibilité gagnées par FÉA au cours de ce volet, lui permettent de promouvoir FÉA au sein de son regroupement féminin anglophone. Ces nouveaux liens créent la possibilité de réaliser des présentations formelles auprès de deux organismes affiliés à son regroupement féminin anglophone. Les présentations sont réalisées pour promouvoir FÉA et diffuser l'information sur la situation d'iniquité socio-économique des femmes francophones.

De nouvelles possibilités de collaboration s'établissent également entre FÉA et la maison de transition de Terre-Neuve-et-Labrador. En septembre 2006, la maison de transition de Terre-Neuve-et-Labrador demande à FÉA une lettre d'appui pour leur demande de subvention soumise à *Condition féminine Canada* pour un projet intitulé *Responding to Multicultural and Language Needs in Transitions Houses of NL : A Turning Point*. Ce projet vise à adapter les services offerts par la maison de transition aux besoins des femmes francophones et des femmes issues des communautés culturelles. Cette initiative est appuyée par FÉA qui soumet une lettre d'appui au projet.

Chapitre 6 : Stratégie II : mettre en œuvre une stratégie de communication

La deuxième stratégie envisagée pour sensibiliser et mobiliser les femmes acadiennes et francophones sur les problématiques d'iniquité socio-économique est de mettre en œuvre une stratégie de communication. Cette stratégie de communication est le moyen privilégié par FÉA pour augmenter sa visibilité et sa crédibilité dans les provinces atlantiques. Pour atteindre cet objectif, FÉA mise sur l'élaboration d'un plan de communication comprenant la production d'outils de communication, la diffusion de ces outils et la promotion du dossier de l'équité socio-économique lors des différents événements ou activités dans les provinces atlantiques.

L'atteinte de cet objectif est mesurée d'une part par les entrevues réalisées avec la coordonnatrice, la directrice, les partenaires et les collaboratrices au projet et d'autre part, par l'analyse des correspondances électroniques entre les partenaires de FÉA et des outils de communication produits. Les trois indicateurs qui guident notre analyse sont qu'un plan de communication soit réalisé, que des outils de communication soient produits et diffusés et que les partenaires de FÉA et les collaborateurs expriment leur satisfaction par rapport aux outils produits.

6.1 LE PROCESSUS DONNANT LIEU À LA PRODUCTION DES OUTILS DE COMMUNICATION

L'élaboration d'un plan de communication se concrétise lors des rencontres face-à-face de FÉA durant la tournée à Terre-Neuve et au Labrador, les 5 et 6 avril 2006. Huit partenaires sont présentes pour ces discussions. Lors des entrevues, les partenaires nomment leur satisfaction quant au processus ayant donné lieu à un plan de communication. Même si certaines partenaires décrivent ce processus comme étant long, toutes soulignent que les rencontres face-à-face ont véritablement permis l'échange et l'élaboration d'un plan de communication par un processus décisionnel consensuel. Suite à l'élaboration du plan, la réalisation des outils de communication est confiée à un sous-comité de six partenaires. Mentionnons qu'un graphiste professionnel est recruté pour l'élaboration du logo. Les décisions concernant les dimensions visuelles des outils et le contenu du dépliant et du calendrier sont prises par l'entremise des courriels entre les membres de FÉA.

6.1.1 Les outils de communication

Les outils de communication produits incluent un logo, une page Web, un dépliant anglais/français qui décrit la situation socio-économique des femmes francophones ainsi que le mandat de FÉA, un calendrier ciblant les décideurs publics qui contient des citations et des faits saillants liés aux thèmes du projet, des cartes d'affaires, un papier avec entête et un autocollant avec l'adresse postale.²⁵

²⁵ Groupe de travail Femme Équité Atlantique et Centre Muriel McQueen Fergusson pour la recherche sur la violence conjugale. (2006) *Rapport Final, Période de 1^{er} Janvier au 31 juillet à Condition féminine Canada*

6.1.2 Satisfaction des partenaires et des collaboratrices à propos des outils de communication

Les partenaires de FÉA sont satisfaites des outils de communication produits. Elles estiment que les outils permettront de promouvoir FÉA, de consolider la visibilité et la crédibilité acquise à travers les divers volets du projet et de diffuser de l'information. Certaines évaluent que les outils de sensibilisation ont été développés en fonction des groupes de populations ciblés, notamment par la réalisation d'un calendrier s'adressant spécifiquement aux décideurs politiques. Nombreuses sont les partenaires qui estiment que les outils seront faciles à diffuser par les partenaires et les collaboratrices du projet. Finalement, deux partenaires soulignent que l'élaboration de ces outils de communication a permis à FÉA de développer un langage «atlantique».

Cependant, deux partenaires soulignent l'importance de développer des outils de communication pour sensibiliser l'ensemble des femmes acadiennes et francophones, y compris les femmes analphabètes. Elles suggèrent que FÉA développe des stratégies complémentaires pour diffuser l'information sur la situation des femmes acadiennes et francophones, comme la réalisation d'émissions de radios communautaires et/ou la production d'une vidéo audio-visuelle. Également, une partenaire souligne l'importance de poursuivre les activités pour d'abord regrouper, sensibiliser, mobiliser et informer les femmes surtout à Terre-Neuve et au Labrador afin de pouvoir utiliser ces outils.

Avant d'aborder l'appréciation des outils de communication par les collaboratrices, nous devons spécifier qu'au moment où se déroulent les entrevues, seulement deux des sept entrevues ont été réalisées alors que les outils étaient produits et diffusés. De ces deux entrevues, une seule collaboratrice avait pris connaissance du dépliant et avait activement participé à la diffusion de cet outil aux médias locaux, dont un journal francophone qui a un réseau de diffusion de 250 individus et organismes de la région, les centres communautaires, l'Hôtel de Ville, les bureaux gouvernementaux, les organismes de femmes, l'hôpital et finalement le centre d'achat. D'autres collaboratrices expriment de l'enthousiasme à recevoir ces outils et ont déjà ciblé des milieux pour les diffuser tels que les garderies, les écoles, les journaux, les services sociaux et les centres communautaires francophones, etc.

Selon les collaboratrices, le bilinguisme des outils est essentiel pour sensibiliser les femmes. Les outils présentent dans un langage simple, clair et accessible les enjeux reliés à l'équité socio-économique des femmes, les rendant visibles. Pour ces femmes, l'accès à l'information est central pour mobiliser et sensibiliser les femmes, mais également pour faire avancer les dossiers auprès des décideurs politiques. Une collaboratrice souligne le grand intérêt manifesté par les femmes lors des sessions d'information lorsque des outils de sensibilisation antérieurement produits par FÉA sont distribués.

6.2 LA PROMOTION DU DOSSIER D'ÉQUITÉ SOCIO-ÉCONOMIQUE LORS DES ACTIVITÉS DES DIFFÉRENTS ÉVÉNEMENTS DANS LES PROVINCES ATLANTIQUES

6.2.1 Les activités et les événements locaux

Toutes les partenaires de FÉA consultées acceptent de faire la promotion de FÉA et la diffusion de l'information sur les activités de FÉA au sein de l'organisme qu'elles représentent. À titre d'exemple, les partenaires expliquent qu'elles présentent un compte-rendu des activités de FÉA lors

des réunions de leur conseil d'administration, au cours des réunions des comités sur lesquels elles siègent, lors de l'assemblée générale et auprès de la clientèle qui fréquente leur organisme. etc. Par exemple, les opportunités de présenter le projet et le mandat de FÉA se sont présentées lors de la réunion annuelle du Centre Muriel McQueen Fergusson pour la recherche sur la violence familiale et également lors de la réunion annuelle de la fondation associée à ce même centre de recherche. De plus, les partenaires admettent promouvoir et diffuser les activités de FÉA auprès des groupes associés à leur organisme, incluant les organismes anglophones.

6.2.2 Les activités et les événements régionaux

Au plan régional, les partenaires de FÉA et certaines collaboratrices du projet ont participé à la sensibilisation et à la diffusion de l'information concernant la situation d'iniquité socio-économique des femmes acadiennes et francophones. Des activités ont lieu dans trois des quatre provinces, soit à Terre-Neuve et au Labrador, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse.

Pour la province de Terre-Neuve-et-Labrador, la Fédération des Femmes francophones de l'Ouest du Labrador (FFOL) organise une émission de radio dans laquelle Rina Arseneault participe. Cette émission a pour but de présenter FÉA, de discuter de la situation d'iniquité socio-économique des femmes acadiennes et francophones, particulièrement la violence faite aux femmes. Cette émission est diffusée sur les ondes de la radio communautaire de la région à plusieurs reprises, notamment lors des émissions du matin, de l'après-midi et du soir. La FFOL a d'ailleurs transféré cette émission sur cédérom afin de la diffuser plus largement.

Pour la province de l'Île-du-Prince-Édouard, de multiples avenues sont élaborées par l'Association des femmes acadiennes et francophones de l'Île pour promouvoir FÉA et faire de la sensibilisation sur les dossiers concernant l'iniquité socio-économique des femmes acadiennes et francophones. Notamment, de nombreuses entrevues sont accordées à Radio-Canada afin de prendre position sur certains dossiers concernant les femmes acadiennes et francophones, mais également afin de promouvoir la marche pour l'abolition de la pauvreté. La répondante est également invitée à participer à certains débats entourant les élections fédérales. L'Association rédige également des articles et des lettres éditorialistes pour les journaux communautaires, civils et pour la *Voix acadienne*, le seul journal de langue française à l'I-P-E. De plus, la répondante mentionne que lors de la campagne de bracelets pour promouvoir la marche pour l'abolition de la pauvreté, la promotion de FÉA est effectuée.

En Nouvelle-Écosse, Jacqueline Samsom, présidente du Regroupement des femmes acadiennes en marche de Richmond, un organisme membre de la Fédération des femmes acadiennes de la Nouvelle-Écosse, fait une entrevue d'une durée d'une heure à la radio communautaire pour sensibiliser et diffuser l'information sur les dossiers de pauvreté et d'égalité entre les sexes. En Nouvelle-Écosse, Femme Action, un organisme partenaire de FÉA, prépare un communiqué de presse qui est diffusé à travers les médias francophones de la province pour promouvoir les sessions d'information de FÉA. De plus, le 20 juin 2006, Rina accorde une entrevue téléphonique à Radio-Canada, pour une courte émission diffusée sur leurs ondes.

6.2.3 Les activités et les événements atlantiques

En mai 2006, FÉA participe à la rencontre régionale du personnel de *Condition féminine Canada* à l'Île-du-Prince-Édouard. La rencontre a pour but de présenter le projet de FÉA dans son ensemble, les actions réalisées au cours du volet 1, 2 et 3 et pour discuter de la poursuite du projet. Pour cette

rencontre, FÉA mobilise une partenaire par province atlantique et la directrice du projet. Également, deux rencontres s'organisent entre la directrice et la coordonnatrice du projet et des représentants de *Santé de la population*, soit le 19 juin et le 14 juillet 2006.

En juin 2006, FÉA prépare une rencontre avec le comité organisateur du Sommet 2009 afin de déterminer le type de collaboration qui peut s'établir entre les deux groupes afin d'optimiser leur potentiel d'action en préparation du Sommet des femmes en Acadie 2009. Cette rencontre est fructueuse et permet de clarifier le rôle et les responsabilités de chacun en vue du Sommet. Pour cette réunion, dix membres partenaires de FÉA se mobilisent.

Au mois d'août 2006, FÉA participe à l'Institut d'été sur les collectivités sûres et en santé au Canada Atlantique organisé à l'Île-du-Prince-Édouard. Ce rendez-vous annuel permet de développer une collaboration intersectorielle entre différents acteurs, pour mener des projets visant la création de collectivités plus sécuritaires et en meilleure santé dans l'ensemble des régions du Canada atlantique. FÉA participe à cet événement afin d'accroître sa visibilité et sa crédibilité et de faire de la sensibilisation sur la situation d'iniquité socio-économique des femmes acadiennes et francophones

En septembre 2006, FÉA se mobilise pour participer à la rencontre des États Généraux des femmes en Acadie du Nouveau-Brunswick. Le mandat du comité organisateur des États Généraux est de mobiliser les femmes acadiennes et francophones du Nouveau-Brunswick afin de déterminer le type de regroupement désiré, à titre de porte-parole, pour représenter les femmes acadiennes au Nouveau-Brunswick.

Chapitre 7 : Stratégie III : suivi des démarches dans les quatre provinces

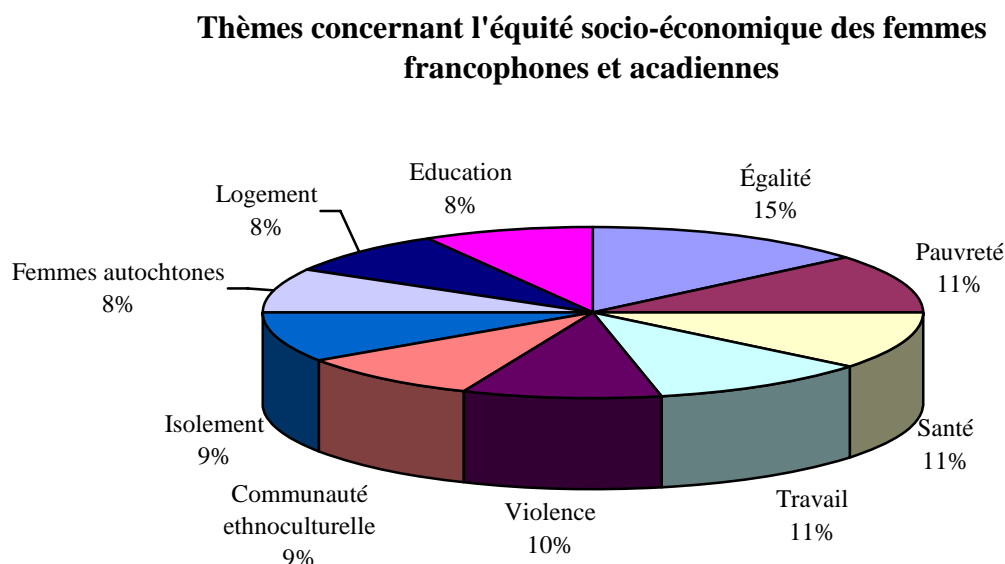
7.1 INTERACTIONS AVEC LE MILIEU

Pour assurer une véritable prise en charge des organismes participants au projet, FÉA s'engage à fournir un suivi et un soutien aux démarches entreprises dans les quatre provinces atlantiques. Cette stratégie s'avère d'autant plus importante lorsque l'on considère que le projet se déroule sur un large territoire, c'est-à-dire dans quatre provinces ayant des caractéristiques distinctes, que plus d'une trentaine d'organismes sont impliqués, soit comme partenaires ou comme collaborateurs au projet et que la majorité des activités qui s'actualisent dans le cadre de ce troisième volet exige un certain niveau de coordination. Pour mesurer de quelle façon cette stratégie est appliquée ou non, l'analyse des grilles de contact permet d'illustrer la fréquence et la nature des interactions entre la directrice, la coordinatrice du projet et l'ensemble des organismes impliqués. D'autre part, l'analyse des entrevues réalisées avec les partenaires et les collaboratrices nous permet de déterminer le degré de satisfaction.

D'abord, l'analyse des grilles de contact complétées par la coordonnatrice et la directrice du projet démontre l'abondance de communications qui s'établit entre la coordonnatrice, la directrice et le milieu. Pour une période de 30 jours entre le 1 et le 30 avril 2006, on constate que 145 contacts sont réalisés soit par correspondance électronique, par téléphone, par télécopieur ou par lettre. Cependant, les correspondances électroniques (67) et les entretiens téléphoniques (61) figurent parmi les modes de communication les plus fréquemment utilisés. Il est important de noter que 55% de ces contacts sont initiés soit par la coordonnatrice et la directrice du projet, ce qui semble refléter la présence d'interactions dynamiques avec le milieu, mais également l'intérêt que suscite le projet.

Les dossiers d'équité socio-économique des femmes acadiennes et francophones des provinces atlantiques sont des thèmes largement discutés au cours de ces contacts. En termes de prévalence, le thème de l'égalité est abordé à 15%, la pauvreté (11%), la santé (11%), le travail (11%), la violence (10%), l'isolement (9%), les femmes francophones issues des communautés ethnoculturelles (9%),

Figure 1



les femmes autochtones francophones (8%), le logement (8%) et l'éducation (8%). D'autres thèmes importants ressortant clairement de ces contacts sont les rencontres locales, régionales et atlantiques, le plan d'action du projet, les outils du projet, le plan de communication et le cours de formation sur la gestion des organismes communautaires.

Outre ce type de correspondance, l'analyse des grilles de contact démontre que la coordinatrice et la directrice du projet assistent à plusieurs rencontres, soit avec les organismes impliqués dans le projet, soit avec les institutions francophones comme les écoles et les garderies ou soit avec les représentantes d'organismes gouvernementaux comme *Santé de la population*, *Condition féminine Canada*, etc. Les rencontres avec les décideurs politiques permettent à la directrice et la coordonnatrice du projet de témoigner des besoins des organismes. En plus des rencontres organisées, de nombreuses communications par correspondance électronique et par téléphone sont réalisées auprès des organismes mentionnés ci-haut. Les thèmes abordés lors de ces interactions sont diversifiés incluant le plan d'action du projet, le plan de communication, les outils de mobilisation et de communication et bien sûr, la sensibilisation et la diffusion de l'information sur les dossiers d'équité socio-économique des femmes quant à l'égalité, la pauvreté, la santé, le travail, l'éducation et la violence. Ces correspondances et ces rencontres contribuent certainement au développement d'un réseau entre les organismes impliqués dans le projet et les institutions francophones et à la diffusion de l'information sur la situation d'équité socio-économique des femmes acadiennes et francophones.

7.2 COMMUNICATIONS AVEC LES PARTENAIRES

Tel que nous l'avons souligné, les correspondances électroniques sont un mode de communication privilégié entre la directrice, la coordonnatrice du projet et les partenaires de FÉA. Le contenu de ces correspondances traite du suivi des décisions prises lors des réunions de FÉA et de la planification des activités de sensibilisation et de mobilisation. Ces correspondances portent également sur le plan de communication, soit pour décider du contenu du dépliant promotionnel ou soit pour le choix des citations à inclure dans le calendrier. De plus, les correspondances par courriel semblent être un moyen efficace pour les membres de FÉA de se concerter sur certaines décisions à prendre, notamment en ce qui touche aux demandes d'appui que FÉA reçoit du milieu. Finalement, un certain nombre de courriels porte sur la mobilisation des membres et des collaboratrices par rapport à des événements politiques.

La tenue des réunions du groupe de travail FÉA est une autre façon d'établir et de maintenir un réseau de communication actif et d'assurer le suivi des dossiers dans chacune des provinces atlantiques. Mentionnons que six téléconférences se réalisent entre les membres du groupe de travail, notamment le 16 et le 25 janvier, le 4 février, le 13 mars, le 11 mai et le 26 juin. De plus, les membres de groupes de travail se réunissent pendant quatre jours durant la tournée de T.-N.-L., soit du 3 au 6 avril. Toutes ces rencontres permettent d'assurer un suivi dans la réalisation des objectifs du projet. Les thèmes abordés sont notamment l'élaboration, l'application et le suivi du plan de mobilisation pour les provinces de T.N.L et de la Nouvelle-Écosse, l'élaboration et l'actualisation d'un plan de communication, la formation sur la gestion des organismes à but non lucratif, etc. Lors de ces rencontres, des espaces sont aussi créés pour permettre le suivi des démarches entreprises par chaque organisme partenaire sur les dossiers concernant l'équité socio-économique des femmes acadiennes et francophones. Également, une rencontre organisée les 26 et 27 juin permet de regrouper les membres de FÉA et ceux du comité du Sommet 2009.

De plus, à travers FÉA dix partenaires et collaboratrices accèdent à une formation en ligne sur la Gestion d'organismes à but non lucratif. Cette formation de sept cours donne lieu à une certification et permet aux participants d'acquérir les compétences nécessaires pour écrire une demande de subvention, prendre la parole en public, rédiger des lettres d'appui et des rapports, construire un réseau, etc. Le cours est promu par FÉA, qui s'engage de plus à déboursier les frais de cette formation pour toutes les partenaires et les collaboratrices intéressées par la formation. Cette formation permettra sans aucun doute d'augmenter la capacité des organismes participants à s'organiser, à se mobiliser autour de dossiers communs et à consolider leur réseau. À long terme, cette formation permettra aux femmes acadiennes et francophones d'augmenter leur capacité à exercer leur droit de citoyenneté et à participer dans la vie démocratique de leur communauté et de leur région.

Il est important de souligner que lors des entrevues, les partenaires expriment leur appréciation par rapport à la constance et à la qualité du soutien offert par la coordonnatrice et la directrice du projet. Ce soutien prend de multiples formes, par exemple à plusieurs reprises la directrice du projet se déplace pour rencontrer les partenaires et les organismes du milieu afin de planifier les tournées et les sessions d'informations. Également, on apprécie la présence de la directrice lors des sessions publiques d'information. Sa capacité à établir un contact personnel avec le milieu est nommée comme un élément clé contribuant favorablement à la mobilisation des femmes dans les régions. L'ensemble des personnes interrogées accorde une grande importance au travail réalisé par la coordonnatrice du projet comme la préparation de documents de travail, la rédaction de documents, la préparation des réunions du comité de travail, la préparation des outils de communication, son soutien logistique pour la réalisation des tournées et ses contacts réguliers avec les partenaires et les organismes impliqués. Unanimement, les partenaires expriment le sentiment d'avoir pu influencer sur le troisième volet du projet et d'avoir été soutenus tout au long du projet. Par exemple, certaines mentionnent l'appui fourni par Rina pour développer une bonne façon de promouvoir leur agenda dans leur région. De plus, elles sont unanimes dans leur appréciation de la disponibilité des ressources humaines et financières qui ont fait en sorte qu'il y ait un suivi au niveau de leurs actions. Réciproquement, la direction du projet témoigne du soutien inqualifiable et soutenu qu'elle a reçu des partenaires de FÉA.

7.3 IMPACT DU PROJET

À la fin du troisième volet, FÉA anticipe que certaines femmes acadiennes et francophones issues des provinces atlantiques exprimeront un désir de s'engager et de se mobiliser. Également, FÉA prévoit que le projet leur permettra d'acquérir une meilleure visibilité et crédibilité auprès des femmes et des organismes issus des provinces de l'Atlantique. Les entrevues avec les partenaires et les collaboratrices du projet nous ont permis d'obtenir leur point de vue par rapport à la rencontre de ces deux objectifs. Dans la prochaine section, nous présenterons le point de vue de ces actrices, en abordant dans un premier temps celui des partenaires, puis celui des collaboratrices au projet.

7.3.1 Retombées du projet selon les partenaires

Au cours des entrevues, les partenaires de FÉA partagent leurs perceptions sur l'impact du projet. Pour toutes les partenaires consultées, le projet a réussi à mobiliser les femmes acadiennes et francophones afin de susciter leur engagement. Leurs commentaires abondent en exemples pour confirmer cette constatation. Par exemple, plusieurs partenaires soulignent les démarches entreprises par les femmes acadiennes et francophones de Goose Bay pour s'organiser et se regrouper. Preuve de l'engagement de ces femmes, les entrevues nous informent que les femmes de

Goose Bay veut dans un avenir proche entamer un processus de consultation auprès des femmes acadiennes et francophones de Labrador City et de St-Jean, afin de vérifier leur intérêt à établir un dialogue avec le *Conseil consultatif provincial du Statut de la femme de Terre-Neuve et du Labrador*. Le but de cette démarche est la représentation des femmes acadiennes et francophones au sein du Conseil d'administration de ce dernier. Ainsi pour plusieurs partenaires, la stratégie de mobilisation a non seulement réussi à informer et à sensibiliser les femmes acadiennes et francophones et les décideurs politiques, mais elle a en plus réussi à créer des ponts entre les décideurs publics et les femmes de la province de Terre-Neuve-et-Labrador.

La sensibilisation accrue des femmes s'est également réalisée dans d'autres provinces. Une partenaire mentionne que la session d'information organisée à Halifax a constitué le plus grand rassemblement de femmes accompli à ce jour par leur organisation, alors qu'une autre partenaire signale que la session d'information réalisée dans sa région a permis de rassembler et d'intéresser des jeunes femmes à son association. Finalement, pour les membres de FÉA, la stratégie de mobilisation a également permis d'acquérir une meilleure compréhension des problématiques rencontrées par les femmes dans leur milieu en plus de permettre aux femmes de collectiviser leur vécu et de mieux connaître les ressources dans leur province.

Pour toutes les partenaires interviewées, le projet a permis de promouvoir et d'augmenter la visibilité de FÉA. À ce sujet, une partenaire souligne que dans les provinces atlantiques «on parle beaucoup plus de FÉA à l'heure actuelle », tandis qu'une autre remarque que la visibilité acquise par FÉA au cours du volet 3 lui a permis de parler de FÉA au sein de son regroupement féminin anglophone. Finalement, la stratégie de mobilisation a également permis à FÉA d'acquérir une meilleure visibilité et crédibilité auprès des décideurs publics qui ont démontré un intérêt à poursuivre leur collaboration.

Les rencontres avec les décideurs politiques à Terre-Neuve et au Labrador ont été fructueuses. Selon les entrevues avec les partenaires, certains décideurs politiques ont exprimé leur désir de collaborer plus étroitement avec FÉA. D'ailleurs, le Conseil consultatif provincial sur le statut de la femme de cette province a écrit une lettre d'appui pour la demande de subvention du volet 4 de ce projet. Un des succès inattendus de ces rencontres avec les décideurs politiques est l'intention de la part du *Bureau des services en français du gouvernement* d'établir un dialogue avec le *Bureau des politiques sur la condition féminine* afin de donner suite à la tournée et d'explorer la possibilité d'établir un partenariat. De plus, le *Conseil consultatif provincial sur le statut de la femme à T.-N.-L.* et le *Bureau des politiques sur la condition féminine de T.-N.-L.* expriment leur désir de rencontrer et d'entendre les voix des femmes acadiennes et francophones afin de connaître leurs préoccupations et leurs besoins.

7.3.2 Retombés du projet selon les collaboratrices

Quel que soit leur degré de collaboration au projet, toutes les collaboratrices consultées expriment un niveau élevé de satisfaction quant à leur participation au projet. Toutes les collaboratrices qui ont organisé et mobilisé des femmes pour une session publique mentionnent combien elles et les participantes ont apprécié les sessions d'informations. En matière de qualité de l'information reçue, elles sont nombreuses à commenter que ces activités ont augmenté la sensibilisation des femmes sur les questions d'iniquité socio-économiques. Leurs commentaires abondent en exemples, tels que « les femmes sont reparties mieux informées et elles ont reçu de la bonne information ». Bien que certaines collaboratrices indiquent que l'information transmise n'était pas nouvelle, elles

soutiennent que les sessions d'informations ont permis aux participantes d'obtenir un portrait global de la situation des femmes acadiennes et francophones de l'Atlantique. Finalement, le charisme de la directrice du FÉA, ainsi que ses capacités de transmettre l'information ont été soulignés comme des éléments clés qui ont contribué à la réussite du projet.

En ce qui concerne la mobilisation des femmes, une collaboratrice estime que le nombre de femmes présentes à la session d'information figure parmi les plus grands rassemblements de femmes dans sa région pour ce genre d'activité. Dans cette région, plus de 35 femmes étaient présentes pour la session d'information. Alors qu'une autre collaboratrice mentionne que l'intérêt suscité par la rencontre était si grand que toutes les femmes issues de son regroupement se sont mobilisées pour y assister. Certaines collaboratrices mentionnent qu'à la suite des sessions d'information dans leur milieu, certaines participantes ont exprimé leur désir de discuter de ces questions et de se mobiliser pour améliorer la situation socio-économique des femmes. Une autre collaboratrice signale que la session d'information a suscité l'implication de nouvelles femmes dans sa région.

D'autres retombées ont été identifiées par les collaboratrices. Notamment, plusieurs estiment que les sessions d'information ont consolidé et validé le travail accompli par leur propre regroupement féminin. D'autres croient que les sessions ont permis de briser l'isolement vécu par leur regroupement en plus de collectiviser le vécu des femmes acadiennes et francophones participantes, alors que pour certaines collaboratrices, les rencontres ont permis de mieux comprendre le projet. De plus, les collaboratrices mentionnent les possibilités de réseautage qu'ont engendrées les tournées, notamment entre les services gouvernementaux et les femmes dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador. Pour une collaboratrice, il était trop tôt pour parler des retombées de la tournée.

Par rapport à leur désir de poursuivre la collaboration avec FÉA, toutes les collaboratrices consultées indiquent avoir maintenu et vouloir poursuivre leur contact avec FÉA. Quatre collaboratrices espèrent poursuivre cette collaboration dans le but de faire avancer les dossiers concernant l'équité socio-économique. Certaines parlent même en termes de réalisation concrète, comme l'amélioration des services de santé en français pour les femmes de leur province. Une collaboratrice réitère l'importance d'avoir un regroupement atlantique pour représenter toutes les femmes acadiennes et francophones issues des provinces atlantiques. Une autre exprime le désir de continuer à recevoir de l'information pertinente sur la situation des femmes acadiennes et francophones et des outils de sensibilisation afin de poursuivre la mobilisation des femmes dans sa province. Tandis, qu'une autre collaboratrice, veut poursuivre son engagement avec FÉA afin de faciliter la mobilisation de nouvelles forces et plus particulièrement des jeunes femmes.

Lors des entrevues, les collaboratrices consultées émettent certaines recommandations pour la poursuite du projet. Elles recommandent notamment que FÉA poursuive les efforts de mobilisation, de sensibilisation et de diffusion de l'information auprès des femmes acadiennes et francophones. De plus, elles aimeraient que FÉA continue les démarches pour identifier des actrices clés prêtes à s'impliquer pour faire avancer les dossiers. Pour une collaboratrice, son désir de voir le projet continuer est en partie attribuable à l'augmentation du pouvoir d'agir des femmes acadiennes et francophones qu'il génère. Une autre collaboratrice désire que le projet progresse afin d'influencer les décideurs publics vers l'adoption de politiques sociales contribuant à l'équité socio-économique des femmes. Finalement, une autre recommande à FÉA de regrouper les femmes mobilisées à travers ce troisième volet afin de stimuler, de dynamiser et de surtout concerter les efforts pour les prochaines étapes du projet.

Synthèse

Entrepris en janvier 2006, le troisième volet du projet *l'Équité socio-économique et les femmes francophones et acadiennes évoluant en contexte minoritaire dans les provinces atlantiques*, avait comme objectifs d'accroître la visibilité et la crédibilité de FÉA et d'augmenter la diffusion de l'information sur la réalité socio-économique des femmes acadiennes et francophones. Pour atteindre ces objectifs, le projet visait de façon plus spécifique à mobiliser les femmes acadiennes et francophones dans les provinces atlantiques, en accordant une attention particulière à la province de Terre-Neuve-et-Labrador et à augmenter la visibilité et la crédibilité de FÉA, par la mise en œuvre d'une stratégie de communication. Ce projet prend tout son sens lorsque nous considérons la situation socio-économique dans laquelle évoluent les femmes acadiennes et francophones de l'Atlantique, qui se caractérise toujours par des inégalités profondes en matière de santé, d'éducation, d'emploi et par l'absence de politiques sociales pour redresser ces situations d'iniquité. Les principaux partenaires à ce projet sont le Centre Muriel McQueen Fergusson pour la recherche sur la violence familiale (CMMF) et le groupe de travail FÉA.

Le premier objectif du projet était de sensibiliser et de diffuser l'information sur la situation d'iniquité socio-économique des femmes acadiennes et francophones dans les provinces de l'Atlantique, afin d'amener les femmes, les collaboratrices et les regroupements féminins à questionner cette réalité et ultimement, à vouloir se mobiliser pour la changer. L'accomplissement de cet objectif parviendrait à l'expression, de la part des femmes, collaboratrices et regroupements anglophones rencontrés, d'un désir de collaborer et de se mobiliser pour améliorer les conditions de vie des femmes acadiennes et francophones. Les moyens privilégiés pour accomplir cet objectif étaient la tenue de dix sessions d'information dans les quatre provinces atlantiques, dont deux à trois rencontres dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador, la réalisation d'outils d'animation pour les sessions d'informations, de même que la mise en œuvre d'une stratégie de communication afin d'augmenter la visibilité et la crédibilité de FÉA.

Les résultats de l'évaluation démontrent que douze sessions publiques ont été réalisées dans trois provinces atlantiques. À Terre-Neuve-et-Labrador, cinq sessions publiques d'information ont eu lieu, dont trois organisées conjointement avec le groupe Femmes francophones de l'ouest du Labrador (FFOL). De plus, dans cette province, FÉA a organisé des rencontres avec des organismes clés de la région, dont des organismes gouvernementaux. En Nouvelle-Écosse, au moins cinq sessions publiques ont été organisées, alors que pour l'Île-du-Prince-Édouard, deux sessions publiques ont eu lieu. Pour inciter les organismes régionaux et les femmes à participer à ces activités, certains outils de mobilisation ont été conçus, dont une trousse d'informations contenant une affiche promotionnelle, une lettre d'invitation, un dépliant, ainsi qu'un document présentant une série de questions pour susciter la réflexion sur l'iniquité socio-économique des femmes acadiennes et francophones. Malgré les défis reliés aux frais de déplacements, à l'éloignement territorial et aux conditions de pauvreté dans laquelle vivent plusieurs femmes acadiennes et francophones de ces régions, plusieurs femmes ont participé à ces événements.

Le projet est également parvenu à la mise en œuvre d'une stratégie de communication en vue d'augmenter la visibilité et la crédibilité de FÉA dans les régions atlantiques. Cette stratégie comporte trois étapes. D'abord, FÉA élabore un plan de communication qui comprend la production et également la diffusion d'outils de communication. Les outils de communication conçus sont un logo, une page Web, un dépliant anglais/français traçant un bref portrait de la situation socio-économique des femmes acadiennes et francophones, un calendrier contenant des faits saillants ciblés pour les décideurs publics, des cartes d'affaires, un papier avec entête et un autocollant avec l'adresse postale. En ce qui concerne la diffusion de ces outils, notons qu'au

moment où se sont déroulées la plupart des entrevues pour cette évaluation, les outils de communication n'avaient pas encore été distribués. Seulement une collaboratrice avait pris connaissance du dépliant, qu'elle avait diffusé à travers le réseau de son organisme et d'autres lieux clés dont des organismes et des établissements publics, de même que certains bureaux gouvernementaux. Cependant, d'autres collaboratrices ont exprimé leur intérêt à recevoir ces outils et ont déjà ciblé des lieux, dans leur communauté et leur région, pour les diffuser. Il y avait aussi une certaine préoccupation de la part de certaines partenaires quant à la nécessité de développer des stratégies complémentaires pour rejoindre les femmes analphabètes

Pour les fins de notre évaluation, il était important de savoir si les femmes étaient plus informées et sensibilisées suite aux sessions publiques d'informations, si elles se questionnaient et si elles exprimaient un désir de se mobiliser pour améliorer les conditions de vie des femmes acadiennes et francophones. Mentionnons qu'au total, 170 femmes ont participé aux sessions publiques d'informations et ce malgré les difficultés à rallier les femmes, notamment dû au manque de transport public et de garderie, de même qu'aux difficultés à concilier les tâches relevant du travail, de la famille et de l'implication sociale et politique. Il est aussi important de mentionner que dans certaines communautés francophones, les femmes sont déjà très sollicitées comme si c'était uniquement les femmes qui portaient la responsabilité de préserver et d'assurer l'avenir des communautés francophones. Malgré ces obstacles, parmi les collaboratrices consultées, plusieurs ont mentionné que les sessions d'information figuraient parmi les plus grands rassemblements de femmes de leur région pour ce type d'activité. Plusieurs ont mentionné que les participantes avaient beaucoup apprécié la qualité d'informations qu'elles avaient reçues lors des sessions publiques. Également, il a été dit que ces sessions ont amené les participantes à vouloir poursuivre la discussion sur la situation d'iniquité socio-économique des femmes et à vouloir se mobiliser pour améliorer la condition des femmes acadiennes et francophones dans leur région.

Pour les fins de notre évaluation, il était également important de savoir si le projet avait réussi à tisser des liens avec d'autres organismes, incluant les regroupements de femmes anglophones. Deux exemples démontrent que FÉA est parvenu à tisser de nouveaux liens de collaboration avec des organismes de femmes anglophones dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador. Le premier exemple est le nouveau partenariat qui a mené notamment à la tenue de deux rencontres avec des organismes membres de ce regroupement lors de la dernière tournée de FÉA à Terre-Neuve-et-Labrador. Le deuxième exemple est le partenariat avec la Maison de transition de Terre-Neuve, qui a découlé sur un appui donné par FÉA à une demande de subvention. Le projet en question vise l'adaptation des services pour mieux répondre aux besoins spécifiques des femmes issues de la communauté francophone et des communautés culturelles. De plus, FÉA et le comité du Sommet 2009 ont redéfini leurs liens de partenariat. Finalement, tous les membres du comité de travail FÉA interviewées ont signalé un désir de maintenir leur implication dans les prochains volets du projet et les collaboratrices interviewées ont toutes confirmé leur intention de poursuivre leur collaboration avec FÉA.

Le deuxième objectif du projet était de favoriser une prise en charge collective en assurant la présence féminine francophone et acadienne dans les activités et dossiers provinciaux, régionaux et nationaux. Le moyen privilégié pour accomplir cet objectif était d'assurer un suivi dans les quatre provinces, des démarches entreprises par le groupe de travail et par les femmes porteuses des dossiers. L'accomplissement de cet objectif résulterait sur la présentation du dossier *L'équité socio-économique des femmes acadiennes et francophones* lors de différents événements dans les provinces atlantiques et sur la manifestation, de la part de personnes influentes, de leur intérêt pour

le problème de l'iniquité socio-économique. Cet objectif aboutirait également avec la mise en place de mécanismes pour assurer le suivi et la prise en charge des dossiers dans les provinces atlantiques.

En ce qui concerne la promotion du dossier socio-économique lors d'événements clés dans les provinces atlantiques, il est important de souligner que les membres du comité de travail FÉA ont profité de divers moments opportuns pour sensibiliser la population, en particulier les femmes, les membres issus de regroupements féminins et les décideurs politiques. Par exemple, certaines de ces partenaires ont parlé des sujets reliés aux dossiers socio-économiques lors de leur assemblée générale annuelle, de leurs réunions d'équipe et des réunions avec d'autres organismes. De même comme prévu dans le plan de communication élaboré par FÉA, quelques entrevues ont été accordées à Radio Canada et aux diverses radios communautaires régionales et quelques partenaires ont participé aux débats publics radios diffusés, entourant les élections fédérales. Certaines partenaires, ont écrit des lettres éditoriales pour les journaux communautaires et civils ou pour les journaux de langue française, tandis que d'autres ont rédigé des communiqués de presse pour promouvoir les sessions d'information.

En ce qui concerne les activités atlantiques, la promotion des dossiers concernant l'équité socio-économique a été réalisé par FÉA lors d'une rencontre régionale organisée avec le personnel de *Condition Féminine Canada* à l'Île-du-Prince-Édouard ; lors de deux rencontres avec le personnel de l'Agence de la santé publique; lors d'une rencontre tenue avec le comité organisateur du Sommet 2009 pour identifier des possibilités de collaboration ; lors de l'Institut d'été sur les collectivités sûres et en santé au Canada atlantique afin de développer d'autres partenariats ; et lors de la rencontre des États généraux des femmes en Acadie du Nouveau-Brunswick. La coordinatrice et la directrice du projet ont été présentes lors de ces activités.

Les partenaires étaient satisfaites des résultats des rencontres qu'il y a eu lieu entre FÉA et les décideurs de Terre-Neuve-et-Labrador. Soulignons que la directrice et la coordonnatrice du projet ainsi que des partenaires provenant de cette province, ont organisé des rencontres avec trois organismes gouvernementaux : le *Bureau des services en français du gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador*, le *Bureau des politiques sur la condition féminine de Terre-Neuve-et-Labrador* et le *Conseil Consultatif du statut de la femme de Terre-Neuve-et-Labrador*. Les résultats de ces rencontres sont les suivants :

- Le *Bureau des services en français du gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador* s'est engagé à établir un partenariat avec le Bureau des politiques sur la condition féminine pour voir comment ils pourraient desservir ensemble la communauté francophone.
- Le *Bureau des politiques sur la condition féminine de Terre-Neuve-et-Labrador* s'est engagé à s'entretenir avec une Maison de transition de Baie St-George et par la suite, avec *Condition féminine Canada* à propos de la situation spécifique des femmes de cette communauté.
- Le *Bureau des politiques sur la condition féminine de Terre-Neuve-et-Labrador* s'est également engagé à explorer la possibilité de traduire certains de leurs documents en français.
- Le *Conseil consultatif provincial sur le statut de la femme à T.-N.-L.* a pris connaissance de la situation des femmes francophones et a pris conscience des conséquences politiques liées à l'absence de représentante des femmes francophones sur leur conseil d'administration.
- *Bureau des politiques sur la condition féminine de Terre-Neuve-et-Labrador et le Conseil consultatif provincial sur le statut de la femme à T.-N.-L.* ont exprimé leur désir de rencontrer et d'entendre les voix des femmes acadiennes et francophones afin de connaître leurs préoccupations et leurs besoins.

Les engagements pris par ces organismes gouvernementaux démontrent que leurs représentants ont été informés du dossier de l'équité socio-économique des femmes francophones à Terre-Neuve-et-Labrador. De plus, ils révèlent un intérêt de leur part à explorer les avenues de collaboration possibles avec FÉA et les regroupements de femmes régionaux.

L'évaluation a permis de documenter les divers mécanismes de communication, mis en place par FÉA, pour assurer le suivi et une véritable prise en charge des organismes participants au projet. Par exemple, l'analyse des grilles de contacts démontre que des mécanismes formels de communication ont été établis par la coordonnatrice et la directrice du projet avec les partenaires du projet et les regroupements féminins. Ces mécanismes de communication ont pris la forme de correspondances électroniques, d'appels téléphoniques et des rencontres. Les thèmes principaux abordés au cours de ces contacts : les dossiers concernant l'équité socio-économique des femmes acadiennes et francophones, le plan d'action du projet et les outils d'animation et de communication, nous laisse présager qu'ils ont permis à FÉA d'assurer un suivi des démarches entamées dans le cadre du projet dans les quatre provinces atlantiques. L'abondance et le dynamisme de ces communications illustrent non seulement la capacité de FÉA à offrir un support et un suivi continu aux nombreux organismes impliqués dans ce projet, mais ils démontrent également l'intérêt suscité dans le milieu par le projet.

Un second mécanisme pour assurer le suivi des démarches dans les quatre provinces atlantiques sont les rencontres téléphoniques et les réunions entre les membres du groupe de travail. Mentionnons que six téléconférence, une réunion de quatre jours à St-Jean et une autre journée suite à la rencontre avec le comité organisateur du sommet 2009 se sont organisées avec les partenaires du projet. Ces rencontres représentent un mécanisme formel pour assurer la coordination, le suivi et la réalisation des objectifs du projet. De plus, elles ont permis aux partenaires d'échanger sur les démarches entreprises par leur organisme pour promouvoir les dossiers d'équité socio-économique dans leur province, de partager leurs outils et leur expertise et de recevoir de soutien de la direction du projet et des autres membres du groupe de travail.

En conclusion, ce projet semble d'avoir permis à FÉA d'acquérir une meilleure visibilité et crédibilité de la situation socio-économique des femmes acadiennes et francophones auprès des groupes de femmes, la population francophone, les femmes acadiennes et francophones et les décideurs publics. Il a également permis aux groupes de femmes impliqués dans ce projet de briser leur isolement et de générer des nouvelles possibilités de réseautage, notamment entre les services gouvernementaux et les femmes dans la province de Terre-Neuve et du Labrador et d'augmenter leur capacité politique d'agir sur certains dossiers.

Recommandations

En vue de consolider la visibilité et la crédibilité de la situation socio-économique des femmes des provinces atlantiques et du groupe de travail FÉA ; afin de renforcer l'efficacité et les capacités des femmes acadiennes et francophones lorsqu'elles exercent leur droit de participer à la vie publique ; afin d'agir sur les problèmes liés à l'absence d'équité socio-économique, il serait pertinent :

- De poursuivre les activités de mobilisation et de sensibilisation déjà amorcées par les femmes acadiennes et francophones dans toutes les provinces atlantiques (incluant le Nouveau-Brunswick) et de maintenir une attention particulière à la province de Terre-Neuve-et-Labrador.
- De considérer la possibilité d'attribuer des fonds à un regroupement féminin sur le territoire de Terre-Neuve-et-Labrador afin de leur permettre d'engager une agente de liaison. L'agente aurait le mandat de poursuivre les activités de mobilisation déjà entamées dans cette province, de consolider le partenariat avec les organismes francophones et les groupes de femmes régionaux, ainsi que de faire le suivi par rapport aux démarches déjà amorcées avec certains décideurs publics.
- De continuer à offrir un soutien concret aux partenaires et aux collaboratrices, notamment par la préparation de documents de travail, d'outils de mobilisation et d'information ou, lorsque pertinent, en assurant la présence de la direction du projet à certains événements stratégiques dans chacune des provinces.
- D'identifier les acteurs clés et même des personnalités publiques qui seraient prêts à collaborer avec FÉA dans la poursuite de leurs objectifs et particulièrement en vue d'augmenter la visibilité des dossiers socio-économiques.
- D'assurer un suivi des démarches auprès des décideurs politiques rejoints au cours du projet et de poursuivre les efforts de sensibilisation afin d'influencer les fonctionnaires, les responsables des politiques publiques, les députés provinciaux et les représentants municipaux.
- De consolider les nouveaux liens de partenariat qui ont été établis avec des regroupements féminins anglophones et francophones et de poursuivre les efforts pour en construire de nouveaux.
- De maintenir les mécanismes de communication qui ont été consolidés lors du Volet III, comme les conférences téléphoniques, les correspondances électroniques, les réunions face à face et les consultations réalisées.
- De poursuivre la distribution des outils d'information et de communication qui ont été développés lors du Volet III et d'en développer d'autres, adaptés aux dossiers spécifiques à chaque province et même à chaque municipalité où les femmes acadiennes et francophones se mobilisent par rapport à certains dossiers touchant la question d'équité socio-économique.
- D'assurer que les partenaires de chaque province collaborent en vue de développer un plan de communication pour maintenir la visibilité du dossier socio-économique et pour

s'assurer que les outils de communication, comme le dépliant, soient diffusés dans des endroits stratégiques.

- De créer un site Web interactif de FÉA pour diffuser de l'information et pour promouvoir les échanges entre citoyennes et citoyens.
- De développer des outils de communication, tel qu'un bulletin de liaison trimestriel, afin de maintenir l'intérêt des collaboratrices du projet, des femmes et des décideurs politiques et ceci, dans le but d'alléger les grandes distances régionales qui isolent les participants au projet.
- De développer des outils de communication qui puissent rejoindre toutes les femmes acadiennes et francophones, y compris les femmes analphabètes ; de poursuivre la diffusion de l'information et les activités de sensibilisation par l'entremise des ondes radiophoniques.
- De considérer la possibilité de créer une fédération des groupes de femmes et de femmes francophones des provinces atlantiques.

Finalement, nous jugeons qu'il est essentiel que Condition Féminine Canada et l'Agence de santé publique du Canada continuent de financer les activités de FÉA afin de permettre aux femmes acadiennes et francophones issues des provinces atlantiques d'accroître et renforcer leur capacité d'agir collectivement sur les problèmes liés à l'absence d'équité socio- économique.

Références

Association des femmes acadiennes et francophones de l'Île-du-Prince-Édouard (2002). *Des pas vers l'avant*. Rapport sur les résultats d'une enquête sur les obstacles à l'autonomie et la sécurité socio-économique des femmes acadiennes et francophones de l'Île-du-Prince-Édouard. 66p.

Centre Muriel McQueen Fergusson pour la recherche sur la violence familiale (2004). *Atelier de sensibilisation et de mobilisation sur la situation d'équité socio-économique des femmes francophones et acadiennes des Provinces atlantiques*. Réalisé grâce à la subvention de Condition Féminine Canada. 23p.

Coderre, C., & Roy, M. (2002). *Sommaire de la recherche-action : Droits sociaux pour les femmes francophones en contexte minoritaire, une lutte pour éradiquer la pauvreté*. Fédération nationale des femmes canadiennes françaises. 14p.

Coderre, C., Lalande, S., & Leblanc M-J. (2003). *Des services en français pour les femmes vivant des situations de violence. Un droit fondamental*. Document de travail de la Fédération nationale des femmes canadiennes françaises. 38p.

Comité sénatorial permanent des langues officielles (2005). *Vivre en français en Nouvelle Écosse : une réalité à comprendre, un défi à relever*. Mission d'étude auprès des communautés acadiennes et francophones de la Nouvelles Écosse. 39p.

Fédération des communautés francophones et acadiennes (2001). *Pour un meilleur accès des services de santé en français*. Étude coordonnée par FCFA pour le compte du Comité consultatif des communautés francophones en situation minoritaire (CCCFSM). 154p.

Fédération des communautés francophones et acadiennes (2004). *Profil des communautés francophones et acadiennes du Canada. 2^e édition*. Bibliothèque Nationale du Québec. 53p.

Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada (2004). *Profil de la communauté francophone et acadienne du Nouveau Brunswick*. 24p.

Groupe de travail Femmes Équité Atlantique et Centre Muriel McQueen Fergusson pour la recherche sur la violence conjugale (2005). *Initiative proposée. L'équité socio-économique et les femmes francophones et acadiennes évoluant en situation minoritaire dans les provinces atlantiques. Volet III- Mobilisation régionale*. Soumis à Condition Féminine Canada et Patrimoine Canadien dans le cadre du programme PICLO. 10p.

Groupe de travail Femmes Équité Atlantique et Centre Muriel McQueen Fergusson pour la recherche sur la violence conjugale (2005). *Une initiative visant à accroître l'efficacité des femmes francophones et acadiennes évoluant en situation minoritaire dans les provinces atlantiques lorsqu'elles agissent sur les problèmes liés à l'absence d'équité socio-économique*. Soumis à Santé de la Population, Santé Canada. 16p.

Savoie, I. (2004). *Mieux se connaître, pour mieux avancer*. Les femmes francophones au Nouveau Brunswick. Fédération des dames de l'Acadie. 128p.

Nos partenaires fondateurs

